

EXECUTION DE L'EPRD ET ANALYSE DES COMPTES AU 31 DECEMBRE 2022

Conseil d'Administration du 10 Mars 2023

Introduction	3
1 ACTIVITE	11
1.1 Cessions de PSL aux Etablissements de Santé	11
1.2 Prélèvements	12
1.3 Activités de laboratoire	12
1.4 Plasma pour fractionnement	13
2 Analyse du compte de résultat	14
2.2 Analyse du résultat financier	29
2.3 Impôt sur les sociétés – Impôt forfaitaire annuel	29
3 Investissements	30
3.1 Les investissements immobiliers	31
3.2 Les investissements matériels	32
3.3 Les investissements informatiques	33
3.4 Les autres investissements	34
4 Analyse des équilibres financiers	35
4.1 Variation du fonds de roulement	35
4.2 Variation nette de trésorerie	40

INTRODUCTION

L'année 2022 est marquée par une baisse du cœur d'activité de l'Etablissement, avec principalement une diminution des cessions de CGR à hauteur de 3,5% par rapport à l'exercice 2021.

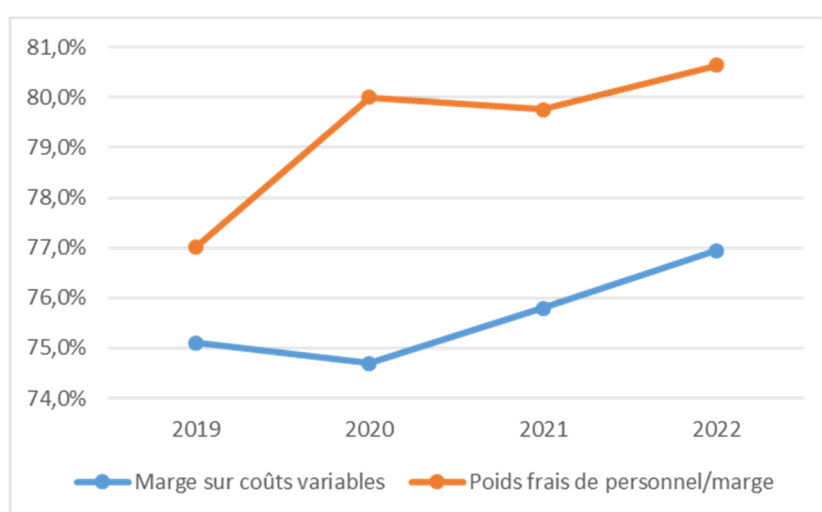
Cette baisse des cessions semble être due à **deux phénomènes principaux** :

- **Une hypothèse conjoncturelle** liée à la fermeture des lits dans de nombreux établissements de santé et ses conséquences sur l'activité hospitalière et donc possiblement sur la consommation de produits sanguins.
Il convient de noter que l'EFS a également encouragé ces dernières années les cessions unitaires de CGR au fil de l'eau dans les indications non urgentes dans un souci d'économie de produits. Cette pratique a été intégrée par certains prescripteurs. Ainsi, si le nombre de cessions est en baisse, le nombre d'actes de délivrance de PSL est stable.
- **Une hypothèse plus structurelle**, et possiblement pérenne, est le développement du Patient Blood Management (PBM) auquel l'EFS participe et susceptible d'impacter significativement les activités de chirurgie et d'obstétrique. Il ne s'agit pas d'une réduction du besoin mais de l'adaptation de l'usage à ce besoin (avant, pendant et après la transfusion du patient).

La baisse de cessions impacte le chiffre d'affaires de manière importante et ne permet pas à l'Etablissement d'absorber ses coûts fixes, notamment les frais de personnel. Ainsi, malgré une augmentation de la tarification des PSL de 3,3% au 1er janvier 2022, le chiffre d'affaires de l'Etablissement baisse de 0,1% soit -0,8 M€ en 2022 versus 2021, alors que les frais de personnels augmentent de 3,4% soit +17,9 M€ sur la même période.

La marge sur coûts variables continue à avoir une tendance très favorable sur 2022, à hauteur de 76,9% (versus 75,8% en 2021). Elle bénéficie en effet d'un bon ajustement des dépenses de consommables à l'activité, ainsi qu'à des **gains achats importants réalisés** et attendus suite au **déploiement des marchés sérologie et DGV en QBD (gain lié à l'effet prix de 5,5 M€ versus 2021)**, à des économies en matière d'énergie électrique de 1,5 M€ qui compensent les surcoûts de carburant de 0,8 M€. Enfin, les dépenses de masques et gel hydro alcooliques ont fortement diminué de 1,2 M€. Il est à noter que les effets de l'inflation sur les consommables en 2022 est anecdotique.

Le graphe présenté ci-dessous reprend l'évolution de la marge sur coûts variables, ainsi que du poids des frais de personnel sur cette marge depuis 2019 :



Plusieurs facteurs ont empêché et pour certains empêchent toujours l'EFS de retrouver sa productivité d'avant crise sanitaire :

- La pénurie de professionnels de santé et d'autres personnels continue à impacter nos capacités de prélèvements de sang total et de plasmaphérèse : postes vacants, turnover générant des temps non productifs de formation/habilitation ; le déficit d'attractivité est également aggravé par les horaires atypiques de collectes (soirée, week-ends) impactant la conciliation vie personnelle/vie professionnelle, exigence de plus en plus exprimée.
- Des niveaux d'absentéisme très supérieurs à ceux connus avant la crise ;
- La baisse de fréquentation des donneurs : changement de modèle avec la prise de rendez-vous, démultiplication des campagnes publicitaires ;
- Des pratiques de délivrance modifiées : commande par les établissements de santé en poche à poche ;
- Des problèmes d'approvisionnement et de qualité des produits fournis par les fournisseurs : perte de produits, stocks de produits critiques, étapes supplémentaires (...) ;
- Des problèmes de mise à disposition de salles qui ont perduré : annulations tardives avec bascules des ressources sur des collectes moins performantes.

Ces différents facteurs ont rendu difficile la collecte de sang, et n'ont pas permis à l'EFS de regagner en capacité opérationnelle sur l'activité de plasmaphérèse. Enfin, les mesures sanitaires supplémentaires mises en œuvre ont également eu un impact. L'épidémie de covid en 2022 a continué d'entraîner des ajournements plus nombreux et des destructions par information post-don. De même, comme attendu, la mise en place du dosage de la ferritine a eu un impact certain que les campagnes de communication n'ont pas compensé.

L'attractivité en tant qu'employeur de l'EFS a été un sujet de préoccupation majeur en 2021 et en 2022.

Des évolutions salariales historiques en 2021 et 2022 ont été autorisées. Les mesures du Ségur 1 ont été transposées pour une partie du personnel en 2021 et une augmentation générale de 3,5% - équivalente à celle de la fonction publique - a été mise en œuvre en novembre 2022. Ces mesures ont toutefois été possibles en décalage de ce qui était pratiqué par les autres employeurs du système de santé, ce qui a généré un dialogue social difficile, un turnover important, et un manque d'attractivité durable.

L'EFS continue à travailler sur des parcours professionnels plus attractifs, sur la qualité de vie au travail (compétences managériales, évolution de l'organisation, des horaires de travail, de compensation des sujétions et de l'accord sur le temps de travail) et sur la communication de nos métiers.

Le développement de la filière plasma a été freiné en 2022 du fait des difficultés rencontrées sur la collecte et de l'attractivité de l'EFS en tant qu'employeur.

Les cessions de plasma pour fractionnement atteignent 782 041 litres en 2022 contre 840 923 litres en 2021, soit une baisse de 58 881 litres (-7,0%). Cette baisse impacte défavorablement le chiffre d'affaires à hauteur de 3,7 M€ en 2022.

Les volumes issus d'aphérèse sont ainsi en baisse de 12,9%. Les objectifs contractuels de livraison de plasma pour fractionnement n'ont pas été atteints en 2022. Le LFB a manifesté son intention de décompter les pénalités telles que prévues dans le contrat signé entre les parties pour un montant de 2,6 M€, qui a fait l'objet d'une provision dans les comptes en 2022.

L'activité de plasmaphérèse a subi un double impact défavorable en 2022 : les difficultés d'organisation de la collecte et RH évoquées plus haut, ainsi que l'effet lié à la réorientation de certains donneurs d'aphérèse vers des dons de sang total afin de maintenir le stock de PSL.

L'EFS continue à maintenir son ambition de développement de cette filière, et le budget 2023 approuvé en décembre 2022 reste volontariste en matière de développement du prélèvement d'aphérèse plasmatique, avec une augmentation d'activité de près de 70 KL de plasmaphérèse en 2023 versus réel 2022 soit +36,6%.

En effet, la pénurie de médicaments dérivés du plasma est importante avec des enjeux forts de souveraineté nationale, et l'EFS souhaite participer activement à ces enjeux.

Les effets conjoncturels de l'inflation ont relativement épargné l'EFS en 2022 (cf. paragraphe plus haut sur la marge sur coûts variables), même s'ils devraient constituer une contrainte majeure en 2023.

En 2022, l'Etablissement a subi un alourdissement de certaines dépenses : augmentation des dépenses de carburant (+0,8 M€), des déplacements (transport, hôtellerie : +2,0 M€).

L'Etablissement a toutefois été épargné sur un plus large périmètre du fait de la protection que représente l'encadrement par les marchés publics. Les prix de nos fournisseurs étant majoritairement définis et fixés de manière ferme au sein des marchés en cours, l'inflation a pu être limitée.

La possibilité d'octroi d'indemnités d'imprévision sur les achats passés et la réalisation d'avenants pour les dépenses à venir sont des risques identifiés que l'Etablissement doit tenter de maîtriser au maximum compte tenu de sa difficulté à répercuter les augmentations pratiquées à ses propres clients (tarification réglementée sur les principales activités de l'établissement et/ou conventionnée). Certains fournisseurs titulaires de marchés publics avec l'EFS ont sollicité la prise en compte de leurs difficultés financières imprévisibles et demandé, conformément à la circulaire du Premier Ministre du 30 mars 2022 que leur soient accordées des indemnités d'imprévision. Ainsi, une provision pour demande d'indemnités d'imprévision de 1,2 M€ a été constituée en 2022.

Une politique de maîtrise des dépenses a été engagée par l'EFS dès le début du second semestre 2022.

Dans ce contexte difficile marqué par une baisse d'activité constatée dès le premier semestre 2022, l'EFS s'est engagé dans une politique de maîtrise des dépenses.

Sur le second semestre 2022, les dépenses d'investissement ont été resserrées et recentrées sur le cœur d'activité et les investissements incontournables. Ainsi les investissements s'élèvent à 51,0 M€ sur 2022 versus un budget 2022 ambitionné initialement à 64,9 M€.

Rappelons que les missions de l'IGAS et de la Cour des Comptes soulignaient déjà en 2018 la nécessité de relancer des investissements importants sur les systèmes d'information, le volet immobilier et le renouvellement des équipements de l'EFS. Ces investissements conditionnent la sécurité de nos produits, l'amélioration de l'efficacité des activités de demain, les conditions de travail de nos collaborateurs et les conditions d'accueil de nos donneurs.

Un contrôle fiscal en cours

Suite au contrôle fiscal en cours, l'EFS a reçu une première proposition de rectification concernant le Crédit Impôt Recherche (CIR) 2018 et l'Impôt sur les Sociétés (IS) 2019. Une dette d'IS au titre de 2019 a été comptabilisée en attente de réception du titre de recette émis par la DGFIP pour un montant de 1,8 M€ (omission de déclaration en 2019). Une rectification de 0,4 M€ au titre du CIR 2018 a également été prise en compte.

Au vu des motifs de redressement notifiés, il est à prévoir un risque de redressement pour les trois CIR suivants de l'ordre de 0,25 M€ par année. Une provision de 0,75 M€ a été constituée à ce titre en 2022. Pour les prochains exercices, la définition d'une nouvelle méthodologie de détermination du CIR devra être étudiée.

L'année 2022 est marquée par la nécessité de préparer l'avenir et de continuer à moderniser l'établissement malgré une situation financière très fragilisée.

L'EFS reste engagé dans la sécurisation, la modernisation et la transformation de ses activités sans ouvrir de nouveaux projets à compter du dernier trimestre 2022 au vu des contraintes budgétaires.

Depuis fin 2022, en l'absence de visibilité sur le financement pluriannuel de l'Etablissement, le choix a dû être fait d'orienter désormais les choix de dépenses sur le cœur de métier en priorité.

Les cinq grands défis posés par l'Etablissement ont continué à être travaillés en 2022 :

- 1- **Participer au renforcement de la souveraineté sanitaire en continuant de garantir l'autosuffisance en produits sanguins.**
- 2- **Moderniser la collecte et placer les donneurs au centre de nos préoccupations.**
- 3- **Placer l'Etablissement au cœur de la chaîne de soins en renforçant ses relations avec les établissements de santé.**
- 4- **Rééquilibrer le modèle économique de l'EFS.**
- 5- **Faire de l'EFS un service public moderne et exemplaire.**

INFORMATION IMPORTANTE :

Un budget rectificatif 2022 a été voté lors du conseil d'administration du 16 décembre 2022. Il correspond aux éléments d'atterrissage 2022 présentés ci-dessous.

SYNTHESE DE L'EXECUTION DE L'EPRD

Une baisse des cessions

Cessions de PSL (poches)										
	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Ecart RE 2022/ ATT 2022 Qté	%	Δ Ecart RE 2022/ BU 2022 Qté	%	Δ Ecart RE 2022/ RE 2021 Qté	%
Cessions de CGR	2 220 746	2 233 715	2 327 175	2 302 457	-12 969	-0,6%	-106 429	-4,6%	-81 711	-3,5%
Cessions de Plaquettes	339 253	335 216	332 546	338 186	4 037	1,2%	6 707	2,0%	1 067	0,3%
Cessions de plasmas thérapeutiques	228 066	233 713	232 524	236 755	-5 647	-2,4%	-4 458	-1,9%	-8 689	-3,7%
Cessions de PSL autologues	6	5	2	3	1	20,0%	4	200,0%	3	100,0%
Total cessions de PSL	2 788 071	2 802 649	2 892 247	2 877 401	-14 578	-0,5%	-104 176	-3,6%	-89 330	-3,1%

L'EFS fait face à une baisse d'activité substantielle en 2022.

Ainsi, la baisse de cessions des PSL s'élève à 3,1% portée par une diminution des cessions de concentrés de globules rouges de 81 711 poches en 2022 versus 2021, soit -3,5%. Les cessions de CGR aux établissements de santé (2 220 746 poches en 2022) représentent 79,7% du total des cessions de PSL.

Par rapport au budget 2022, la baisse des cessions de CGR atteint 4,6% soit plus de 100 K poches.

Le niveau de cessions des plaquettes reste stable en 2022 puisqu'en nombre de tranches, les cessions présentent une légère diminution de 0,7% par rapport à 2021 (+0,6% par rapport au budget).

Les cessions de plasmas thérapeutiques (228 066 poches) sont en légère baisse par rapport au budget (-1,9%). A fin décembre, la perte de volumes entre 2022 et 2021 s'établit à -3,7%.

Cessions de Plasma au LFB (litres)										
	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Ecart RE 2022/ ATT 2022 Qté	%	Δ Ecart RE 2022/ BU 2022 Qté	%	Δ Ecart RE 2022/ RE 2021 Qté	%
Plasma de sang total	590 684	613 236	635 544	621 197	-22 552	-3,7%	-44 860	-7,1%	-30 513	-4,9%
Plasma d'aphérèse	191 357	200 971	279 456	219 726	-9 614	-4,8%	-88 099	-31,5%	-28 368	-12,9%
Plasma pour fractionnement - Cessions	782 041	814 207	915 001	840 923	-32 166	-4,0%	-132 959	-14,5%	-58 881	-7,0%

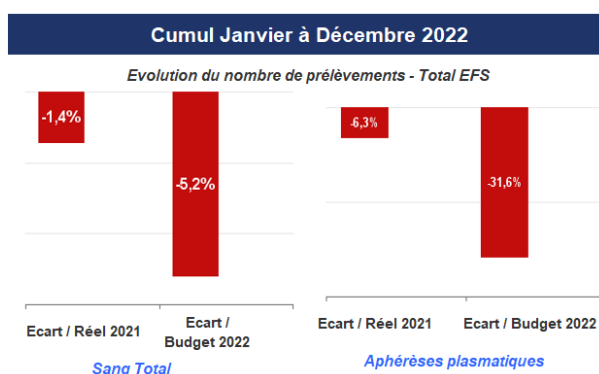
Les volumes cédés de plasma destinés au fractionnement s'élèvent à 782 K litres à fin décembre 2022 contre 915 K litres au budget. La diminution de 133 K litres est liée principalement au plasma issu d'aphérèse en diminution de 88 K litres.

Le tarif du plasma d'aphérèse à destination du fractionnement a augmenté de 8,5 € passant de 101,5 €/ L à 110 € HT / L au 1^{er} janvier 2022.

Le tarif de plasma de sang total est inchangé à 76,7 € HT / L depuis le 25 Décembre 2019.

Une activité de prélèvement en retrait

Prélèvements (en nombre d'actes)										
	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Ecart RE 2022 / ATT 2022 Qté	ATT 2022 %	Δ Ecart RE 2022 / BU 2022 Qté	BU 2022 %	Δ Ecart RE 2022 / RE 2021 Qté	RE 2021 %
Sang total	2 376 234	2 420 465	2 506 567	2 410 286	-44 231	-1,8%	-130 333	-5,2%	-34 052	-1,4%
Aphérèses plasmatiques simples	243 346	240 623	355 680	259 762	2 723	1,1%	-112 334	-31,6%	-16 416	-6,3%
Aphérèses autres	83 528	84 352	88 051	90 363	-824	-1,0%	-4 523	-5,1%	-6 835	-7,6%
Total prélèvements	2 703 108	2 745 440	2 950 298	2 760 411	-42 332	-1,5%	-247 190	-8,4%	-57 303	-2,1%
Total prélèvements en équivalent sang total	2 798 629	2 840 929	3 071 233	2 863 094	-42 300	-1,5%	-272 604	-8,9%	-64 465	-2,3%



L'activité exprimée en nombre de prélèvements en équivalent sang total est en diminution de 8,9% par rapport au budget à fin décembre 2022.

Des difficultés importantes liées à l'organisation des collectes (disponibilité des lieux de collectes notamment) et des problématiques RH (recrutement, absentéisme, turnover) perdurent sur l'exercice, complexifiant l'activité de prélèvement.

La baisse de prélèvement de sang total a atteint 5,2% par rapport au budget. L'activité de plasmaphérèses est largement impactée à la baisse (-31,6% par rapport au budget) car durant les périodes de fortes tensions sur les stocks de CGR, le prélèvement de sang total a été priorisé par rapport à la plasmaphérèse afin de garantir l'autosuffisance en produits sanguins labiles.

Le chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires au 31 décembre 2022 s'élève à 873,4 M€, en forte baisse de 27,8 M€ (-3,1%) par rapport au budget 2022 et stable par rapport à l'exercice 2021, malgré l'augmentation tarifaire de 3,3% sur les PSL et l'augmentation de 8,5 € HT / L du plasma d'aphérèse.

Le chiffre d'affaires relatif aux activités transfusionnelles représente 786,2 M€ soit 90,0% du chiffre d'affaires total de l'EFS. Le chiffre d'affaires des Concentrés de Globules Rouges représente 54,4% du chiffre d'affaires total de l'Etablissement.

Chiffre d'affaires										
K€	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / ATT 2022 K€	ATT 2022 %	Δ RE 2022 / BU 2022 K€	BU 2022 %	Δ RE 2022 / RE 2021 K€	RE 2021 %
Activités transfusionnelles	786 151	791 720	817 106	788 258	-5 569	-0,7%	-30 956	-3,8%	-2 107	-0,3%
Activités non transfusionnelles	85 906	85 985	82 786	84 527	-79	-0,1%	3 120	3,8%	1 379	1,6%
Ventes de marchandises	1 359	1 316	1 332	1 383	43	3,3%	27	2,0%	-25	-1,8%
Chiffre d'affaires	873 416	879 020	901 224	874 169	-5 605	-0,6%	-27 809	-3,1%	-753	-0,1%

L'évolution du chiffre d'affaires est marquée essentiellement par une baisse du chiffre d'affaires des CGR au réel 2022 versus le budget de 22,3 M€, et une baisse du chiffre d'affaires du plasma pour fractionnement de 12,7 M€.

Les soldes intermédiaires de gestion

Les SIG se déclinent ainsi :

Soldes intermédiaires de gestion										
K€	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / ATT 2022		Δ RE 2022 / BU 2022		Δ RE 2022 / RE 2021	
	K€	%	K€	%	K€	%	K€	%	K€	%
Chiffre d'affaires	873 416		879 020		901 224		874 169			
Production stockée	3 458		4 131		8 401		-3 811			
Achats d'approvisionnement	202 221		206 728		213 781		210 738			
Charges externes	154 933		158 895		158 409		147 570			
Valeur ajoutée	519 719		517 528		537 435		512 050			
Subvention d'exploitation	26 433		26 160		28 498		41 324			
Impôts et taxes	4 958		4 840		4 886		5 290			
Charges de personnel	544 130		538 992		538 596		526 199			
Total Personnel, Impôts et Taxes	549 087		543 832		543 483		531 489			
Excédent Brut d'Exploitation	-2 935		-144		22 451		21 885			

L'excédent brut d'exploitation

Il s'agit de l'agrégat qui mesure la performance des activités de l'établissement. L'EBE est négatif, il s'élève à -2,9 M€, en diminution de 25,4 M€ par rapport au budget 2022.

Le ratio de marge sur coûts variables (Chiffre d'affaires + production stockée – achats d'approvisionnement) / (Chiffre d'affaires + production stockée) est en progression à fin décembre et s'établit à 76,9% contre 76,5% au budget. Pour rappel, ce taux de marge sur coûts variables était de 75,8% en 2021.

Conformément à la prévision budgétaire, la subvention de la CNAM a été versée à hauteur de 20 M€ dans les produits d'exploitation. Le montant de subvention lié à la reprise des activités de l'INTS s'élève à 1,5 M€ conformément au budget.

L'EBE est en diminution de 25,4 M€ par rapport au budget avec la décomposition suivante :

⇒ Les produits de l'EBE diminuent de 34,8 M€ dont :

- -27,8 M€ de chiffre d'affaires, liés principalement à la baisse de cessions de CGR (-22,3 M€) et de plasma pour fractionnement (-12,7 M€).
- -4,9 M€ de production stockée (en lien principalement avec un stock de CGR moindre par rapport à l'attendu).
- -2,1 M€ de subvention, essentiellement dus à la reprise du financement du dispositif « 1 jeune 1 solution » pour -1,6 M€ ainsi qu'aux moindres versements de subvention de recherche/MTI par rapport à ce qui avait été programmé.

⇒ Les charges de l'EBE diminuent de 9,4 M€ dont :

- -11,6 M€ de consommables principalement en lien avec la baisse d'activité du prélèvement et des gains achats suite au déploiement des marchés sérologie et DGV en QBD ;
- -3,5 M€ de services extérieurs en lien avec des économies réalisées sur les prestations diverses, les honoraires et les frais de nettoyage ;
- +5,5 M€ sur les frais de personnel. Cf. paragraphe dédié.

Le résultat d'exploitation et le résultat net comptable

Soldes intermédiaires de gestion										
K€	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / ATT 2022		Δ RE 2022 / BU 2022		Δ RE 2022 / RE 2021	
					K€	%	K€	%	K€	%
Excédent Brut d'Exploitation	-2 935	-144	22 451	21 885	-2 791	-1941,6%	-25 385	-113,1%	-24 820	-113,4%
Dotations aux amortissements	40 650	40 026	40 499	37 300	623	1,6%	151	0,4%	3 350	9,0%
Dotations aux provisions	81 968	73 484	70 912	73 641	8 483	11,5%	11 056	15,6%	8 327	11,3%
Autres charges de gestion courante	5 515	6 648	3 091	4 228	-1 132	-17,0%	2 425	78,5%	1 288	30,5%
Redevances de crédit bail					0		0		0	
Reprises sur amortissements et provisions	76 021	72 677	72 394	82 417	3 345	4,6%	3 627	5,0%	-6 395	-7,8%
Transfert de charges	619	372	317	790	247	66,4%	301	94,9%	-171	-21,6%
Autres produits de gestion courante	7 567	2 335	1 272	4 436	5 232	224,1%	6 295	495,1%	3 131	70,6%
Produits de cession d'actifs	4 667	4 556	5 637	8 011	111	2,4%	-970	-17,2%	-3 345	-41,8%
Reprise du financement rattaché à un actif	2 696	2 097	2 118	2 333	598	28,5%	578	27,3%	362	15,5%
Valeur nette des éléments d'actifs cédés	1 833	682	507	1 391	1 150	168,5%	1 326	261,5%	441	31,7%
Résultat d'exploitation	-41 330	-38 948	-10 819	3 313	-2 382	-6,1%	-30 511	-282,0%	-44 643	-1347,6%
Résultat financier	383	70	-176	510	312	443,2%	559	317,4%	-127	-24,9%
IS - IFA - CIR - CICE	-575	-3 278	-3 278	-3 080	2 703	82,5%	2 703	82,5%	2 505	81,3%
Résultat net	-40 372	-35 599	-7 717	6 903	-4 773	-13,4%	-32 655	-423,1%	-47 275	-684,8%

Les éléments compris entre l'EBE et le résultat d'exploitation représentent 38,4 M€ de charges en 2022, contre 33,3 M€ au budget et 18,6 M€ en 2021.

Notons que l'écart important entre 2021 et 2022 est principalement lié à la reprise de provision comptabilisée en 2021 suite à la mise en œuvre des nouvelles modalités de prise en charge des contentieux « tiers payeurs » instituées par l'article 39 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 pour 6,7 M€.

L'écart défavorable de 5,1 M€ au réel 2022 versus budget 2022 est principalement lié à de nouvelles provisions passées dont

- Une provision pour risque de pénalités sur le contrat de ventes au LFB pour 2,6 M€ ;
- Une provision pour demandes d'indemnités d'imprévision sur les marchés publics pour 1,2 M€ ;
- Une provision pour risque sur créance de TVA en attente de réponse à rescrit pour 3,6 M€. L'impact du passage de cette provision entre l'EBE et le REX est nul car cette provision vient annuler le passage d'un produit du même montant en autres produits de gestion courante ;
- Une provision pour risque de reversement d'indu de TVA aux clients pour 1,1 M€ ;
- Une provision pour risque de redressement sur le CIR pour 0,75 M€.

L'EFS a fait le choix lors de sa création d'opter pour le dispositif fiscal du crédit d'impôt en faveur de la recherche. Le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) 2022 s'élève à 2,7 M€ en baisse de 0,3 M€ par rapport à 2021.

Contrôle fiscal

Suite à un contrôle fiscal, l'EFS est redressé pour un montant de 1,8 M€ sur l'IS au titre de l'exercice 2019 et de 0,4 M€ sur le CIR 2018.

Le résultat net comptable au 31.12.2022 s'établit à -40,4 M€.

Les investissements de l'exercice

En 2022, les investissements s'élèvent à 51,0 M€ versus 64,9 M€ au budget et 48,5 M€ en 2021. Ils représentent 6,2 % du chiffre d'affaires comparé à 5,5% en 2021.

Les équilibres financiers

La capacité d'autofinancement (CAF) s'établit à 4,8 M€, en diminution de 24,1 M€ par rapport à 2021. Cette CAF est en forte diminution du fait du résultat net très déficitaire.

Le niveau de trésorerie au 31 décembre 2022 s'élève à 38,7 M€ versus 83,2 M€ en 2021. La trésorerie de l'Etablissement a fortement diminué du fait d'un niveau de CAF ne permettant pas de financer les investissements de l'Etablissement.

1 ACTIVITE

1.1 Cessions de PSL aux Etablissements de Santé

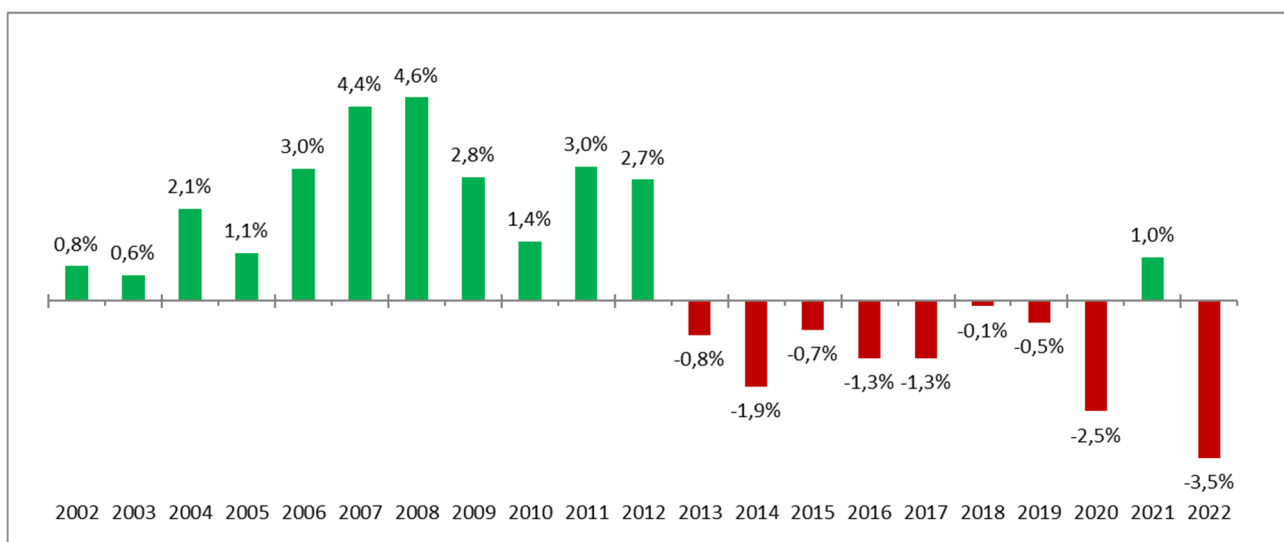
En 2022, les cessions de PSL (2 788 071 produits) sont en baisse de 89 330 produits par rapport à 2021 et en retrait de 104 176 produits par rapport au budget 2022.

Cessions de PSL (poches)										
	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Ecart RE 2022/ ATT 2022	Ecart RE 2022/ BU 2022	Ecart RE 2022/ RE 2021			
					Qté	%	Qté	%	Qté	%
Cessions de CGR	2 220 746	2 233 715	2 327 175	2 302 457	-12 969	-0,6%	-106 429	-4,6%	-81 711	-3,5%
Cessions de Plaquettes	339 253	335 216	332 546	338 186	4 037	1,2%	6 707	2,0%	1 067	0,3%
Cessions de plasmas thérapeutiques	228 066	233 713	232 524	236 755	-5 647	-2,4%	-4 458	-1,9%	-8 689	-3,7%
Cessions de PSL autologues	6	5	2	3	1	20,0%	4	200,0%	3	100,0%
Total cessions de PSL	2 788 071	2 802 649	2 892 247	2 877 401	-14 578	-0,5%	-104 176	-3,6%	-89 330	-3,1%

1.1.1 Cessions de CGR

Les cessions de CGR aux établissements de santé (2 220 746 poches en 2022) représentent 79,7% du total des cessions de PSL.

Depuis 2002, l'évolution des cessions de CGR par rapport à l'année précédente s'illustre comme suit :



Le retard par rapport au budget 2022 atteint 4,6%.

1.1.2 Cessions de Plaquettes

	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Ecart RE 2022/ ATT 2022	Ecart RE 2022/ BU 2022	Ecart RE 2022/ RE 2021			
					Qté	%	Qté	%	Qté	%
Cessions de plaquettes en nombre de tranches	2 397 329	2 384 846	2 383 312	2 414 367	12 483	0,5%	14 017	0,6%	-17 038	-0,7%
dont MCP	1 692 312	1 664 015	1 646 932	1 659 658	28 297	1,7%	45 380	2,8%	32 654	2,0%
dont CPA	705 017	720 831	736 380	754 709	-15 814	-2,2%	-31 363	-4,3%	-49 692	-6,6%

Au terme de l'année 2022, les cessions de plaquettes en nombre de tranches affichent une diminution de 0,7% par rapport à 2021 et une avance de 0,6% rapport au budget 2022.

La part des MCP dans les cessions de plaquettes s'établit à 70,6% en 2022 contre 68,7% à fin 2021.

1.1.3 Cessions de Plasmas Thérapeutiques

Les cessions de plasmas thérapeutiques affichent en 2022 une diminution de 3,7% (-8 689 plasmas) par rapport à 2021.

Par rapport au budget 2022, le retard est de 1,9% (-4 458 plasmas).

1.2 Prélèvements

Le nombre de prélèvements total de l'exercice 2022 est de 2 703 108 actes, en baisse de 57 303 prélèvements par rapport au réel 2021 (soit -2,1%).

Par rapport au budget 2022, les prélèvements sont en retard de 247 190 actes, soit -8,4%.

Prélèvements (en nombre d'actes)										
	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Ecarts RE 2022/ ATT 2022 Qté %	Δ Ecarts RE 2022/ BU 2022 Qté %	Δ Ecarts RE 2022/ RE 2021 Qté %			
Sang total	2 376 234	2 420 465	2 506 567	2 410 286	-44 231 -1,8%	-130 333 -5,2%	-34 052 -1,4%			
Aphérèses plasmatiques simples	243 346	240 623	355 680	259 762	2 723 1,1%	-112 334 -31,6%	-16 416 -6,3%			
Aphérèses autres	83 528	84 352	88 051	90 363	-824 -1,0%	-4 523 -5,1%	-6 835 -7,6%			
Total prélèvements	2 703 108	2 745 440	2 950 298	2 760 411	-42 332 -1,5%	-247 190 -8,4%	-57 303 -2,1%			
Total prélèvements en équivalent sang total	2 798 629	2 840 929	3 071 233	2 863 094	-42 300 -1,5%	-272 604 -8,9%	-64 465 -2,3%			

Les prélèvements de sang total s'élèvent à 2 376 234 actes en 2022, en diminution de 1,4% par rapport au réel 2021 (-34 052 actes) et de 5,2% par rapport au budget 2022 (-130 333 actes).

Les prélèvements d'aphérèses sont en baisse de 6,6% (-23 250 actes) par rapport au réel 2021 et en baisse de 26,3% (-116 856 actes) par rapport au budget 2022.

1.3 Activités de laboratoire

Examens de laboratoire (en milliers de B)										
	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Ecarts RE 2022/ ATT 2022 Qté %	Δ Ecarts RE 2022/ BU 2022 Qté %	Δ Ecarts RE 2022/ RE 2021 Qté %			
Immuno Hématologie Receveurs	346 859	346 981	339 463	346 419	-122 0,0%	7 396 2,2%	440 0,1%			
Autres Examens	172 098	170 670	163 279	167 645	1 429 0,8%	8 819 5,4%	4 453 2,7%			
Total Examens de Laboratoire	518 958	517 651	502 743	514 064	1 307 0,3%	16 215 3,2%	4 893 1,0%			

En 2022, l'EFS réalise une activité de biologie de 519,0 millions de B soit une augmentation de 1,0% par rapport à 2021 et de 3,2% par rapport au budget 2022. 66,8% de ces examens relèvent de l'immunohématologie érythrocytaire (« IHE »).

L'IHE est en augmentation de 0,1% entre 2021 et 2022 (+0,4 millions de B) et de 2,2% par rapport au budget (+7,4 millions de B).

Les autres examens de biologie sont en hausse de 2,7% (+4,4 millions de B) par rapport à 2021, principalement avec des hausses importantes de l'activité HLA en Auvergne Rhône Alpes, en Centre Pays de la Loire et en Grand Est. Par rapport au budget, la hausse est de 5,4% (+8,8 millions de B).

1.4 Plasma pour fractionnement

Cessions de Plasma au LFB (litres)										
	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Ecart RE 2022/ ATT 2022 Qté	ATT 2022 %	Δ Ecart RE 2022/ BU 2022 Qté	BU 2022 %	Δ Ecart RE 2022/ RE 2021 Qté	RE 2021 %
Plasma de sang total	590 684	613 236	635 544	621 197	-22 552	-3,7%	-44 860	-7,1%	-30 513	-4,9%
Plasma d'aphérèse	191 357	200 971	279 456	219 726	-9 614	-4,8%	-88 099	-31,5%	-28 368	-12,9%
Plasma pour fractionnement - Cessions	782 041	814 207	915 001	840 923	-32 166	-4,0%	-132 959	-14,5%	-58 881	-7,0%

Les cessions de plasma au LFB atteignent 782 041 litres en 2022 contre 840 923 litres en 2021, soit une baisse de 58 881 litres (-7,0%). La part des volumes issus d'aphérèse dans les cessions de plasma au LFB est de 24,5% en 2022, en diminution par rapport 2021 (part à 26,1%).

Par rapport au budget 2022, les cessions sont en retrait de 132 959 litres dont -88 099 litres pour le plasma issu d'aphérèse. La part des volumes issus d'aphérèse est de 24,5% en 2022, contre 30,5% au budget.

2 ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

Résultat d'exploitation										
K€	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / ATT 2022 K€ %	Δ RE 2022 / BU 2022 K€ %	Δ RE 2022 / RE 2021 K€ %			
Chiffre d'affaires	873 416	879 020	901 224	874 169	-5 605 -0,6%	-27 809 -3,1%	-753 -0,1%			
Autres produits d'exploitation	19 006	13 491	17 745	11 759	5 515 40,9%	1 261 7,1%	7 247 61,6%			
Subventions d'exploitation	26 433	26 160	28 498	41 324	273 1,0%	-2 064 -7,2%	-14 890 -36,0%			
Reprises sur amortissements et provisions	76 021	72 677	72 394	82 417	3 345 4,6%	3 627 5,0%	-6 395 -7,8%			
Produits d'exploitation	994 877	991 348	1 019 862	1 009 669	3 528 0,4%	-24 985 -2,4%	-14 792 -1,5%			
Achats d'approvisionnements consommés	202 221	206 728	213 781	210 738	-4 507 -2,2%	-11 559 -5,4%	-8 516 -4,0%			
Services extérieurs	154 933	158 895	158 409	147 570	-3 962 -2,5%	-3 476 -2,2%	7 363 5,0%			
Frais de personnel	544 130	538 992	538 596	526 199	5 137 1,0%	5 533 1,0%	17 931 3,4%			
Autres charges	12 306	12 170	8 484	10 909	136 1,1%	3 822 45,1%	1 397 12,8%			
Dotation aux amortissements et aux provisions	122 617	113 511	111 411	110 940	9 107 8,0%	11 206 10,1%	11 677 10,5%			
Charges d'exploitation	1 036 207	1 030 296	1 030 681	1 006 356	5 911 0,6%	5 526 0,5%	29 851 3,0%			
Résultat d'exploitation	-41 330	-38 948	-10 819	3 313	-2 382 -6,1%	-30 511 -282,0%	-44 643 -1347,8%			

Le résultat d'exploitation de l'EFS est de -41,3 M€ au 31 décembre 2022, en dégradation de 30,5 M€ par rapport au budget 2022. Il se compose :

- Des produits d'exploitation (994,9 M€) en baisse de 25,0 M€, en lien avec la diminution du chiffre d'affaires de 27,8 M€ et des subventions de 2,1 M€ alors que les autres produits et les reprises sur amortissements et provisions sont en augmentation respectivement de 1,3 M€ et 3,7 M€ ;
- Des charges d'exploitation (1 036,2 M€) en augmentation de 5,5 M€, en lien avec la hausse des charges de personnel (+5,5 M€), des autres charges (+3,8 M€) et des dotations aux amortissements et aux provisions (+11,2 M€) moins que compensées par la diminution des achats de consommables de 11,6 M€ et des services extérieurs de 3,5 M€ en lien avec la diminution de l'activité et les mesures d'économies mises en place.

2.1.1 Les produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de l'EFS au 31 décembre 2022 (994,9 M€) sont en diminution de 14,8 M€ en lien notamment avec la baisse des subventions d'exploitation de 14,9 M€.

Produits d'exploitation										
K€	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / ATT 2022 K€ %	Δ RE 2022 / BU 2022 K€ %	Δ RE 2022 / RE 2021 K€ %			
Chiffre d'affaires	873 416	879 020	901 224	874 169	-5 605 -0,6%	-27 809 -3,1%	-753 -0,1%			
Autres produits d'exploitation	19 006	13 491	17 745	11 759	5 515 40,9%	1 261 7,1%	7 247 61,6%			
Subventions d'exploitation	26 433	26 160	28 498	41 324	273 1,0%	-2 064 -7,2%	-14 890 -36,0%			
Reprises sur amortissements et provisions	76 021	72 677	72 394	82 417	3 345 4,6%	3 627 5,0%	-6 395 -7,8%			
Produits d'exploitation	994 877	991 348	1 019 862	1 009 669	3 528 0,4%	-24 985 -2,4%	-14 792 -1,5%			

2.1.1.1 Le chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires au 31 décembre 2022 s'élève à 873,4 M€, en recul de 0,8 M€ (-0,1%) par rapport au 31 décembre 2021 et de 27,8 M€ (-3,1%) par rapport au budget 2022.

Une analyse de l'évolution du chiffre d'affaires par nature d'activité est présentée dans le tableau 05 « Analyse du chiffre d'affaires par nature ». Le tableau ci-dessous synthétise l'évolution du chiffre d'affaires par activités.

Chiffre d'affaires										
K€	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / ATT 2022 K€	%	Δ RE 2022 / BU 2022 K€	%	Δ RE 2022 / RE 2021 K€	%
Activités transfusionnelles	786 151	791 720	817 106	788 258	-5 569	-0,7%	-30 956	-3,8%	-2 107	-0,3%
Activités non transfusionnelles	85 906	85 985	82 786	84 527	-79	-0,1%	3 120	3,8%	1 379	1,6%
Ventes de marchandises	1 359	1 316	1 332	1 383	43	3,3%	27	2,0%	-25	-1,8%
Chiffre d'affaires	873 416	879 020	901 224	874 169	-5 605	-0,6%	-27 809	-3,1%	-753	-0,1%

2.1.1.2 Le chiffre d'affaires relatif aux activités transfusionnelles

L'activité transfusionnelle, entendue au sens large, regroupe principalement les cessions de produits sanguins labiles aux établissements de santé, l'activité d'immunohématologie érythrocytaire, les cessions de plasma au LFB et les cessions d'autres produits finis.

Le chiffre d'affaires relatif aux activités transfusionnelles pour 2022 représente 786,2 M€ soit 90,0% du chiffre d'affaires total de l'EFS. Le détail figure dans le tableau ci-dessous.

C.A. activités transfusionnelles										
K€	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / ATT 2022 K€	%	Δ RE 2022 / BU 2022 K€	%	Δ RE 2022 / RE 2021 K€	%
Concentrés de globules rouges	475 262	477 888	497 568	477 291	-2 626	-0,5%	-22 306	-4,5%	-2 029	-0,4%
Concentrés de plaquettes	113 106	112 877	113 310	111 297	229	0,2%	-205	-0,2%	1 808	1,6%
Plasmas thérapeutiques	21 635	22 193	21 480	22 070	-558	-2,5%	156	0,7%	-435	-2,0%
PSL thérapeutiques autologues	3	2	1	1	1	61,7%	2	171,1%	2	126,0%
Sous-Total PSL thérapeutiques	610 006	612 960	632 359	610 660	-2 954	-0,5%	-22 353	-3,5%	-653	-0,1%
Immunohématologie	93 668	94 093	92 086	93 668	-395	-0,4%	1 612	1,8%	30	0,0%
Plasma pour fractionnement	66 489	69 199	79 186	70 229	-2 701	-3,9%	-12 687	-16,0%	-3 731	-5,3%
Autres produits finis	15 947	15 467	13 475	13 701	480	3,1%	2 472	18,3%	2 247	16,4%
Activités transfusionnelles	786 151	791 720	817 106	788 258	-5 569	-0,7%	-30 956	-3,8%	-2 107	-0,3%

✓ Cessions de PSL thérapeutiques homologues et autologues

➡ Le chiffre d'affaires des cessions de PSL thérapeutiques s'élève à 610,0 M€ en 2022 et intègre une augmentation générale sur le prix des PSL de +3,3% à compter du 1er janvier 2022. Il est en baisse de 2,1 M€ par rapport au réalisé 2021 (-0,3%) selon le détail suivant :

- Le chiffre d'affaires des concentrés de globules rouges est en baisse de 2,0 M€ (-0,4%) ;
- Le chiffre d'affaires des concentrés de plaquettes augmente de 1,8 M€ (+1,6%) : +1,6 M€ pour les concentrés plaquettaires et +0,2 M€ pour les granulocytes. Les cessions de concentrés plaquettaires augmentent de 0,3% en nombre de poches mais sont en recul de 0,7% en nombre de tranches en lien avec la part plus importante des cessions de Mélanges de Concentrés Plaquettaire (70,6 % à fin décembre 2022 contre 68,7% à fin décembre 2021), résultat de la priorisation des prélèvements de sang total sur les aphérèses.
- Le chiffre d'affaires des plasmas thérapeutiques est en baisse de 0,4 M€ (-2,0%) en lien avec la baisse du volume total cédé (-3,7%). A noter que les cessions de plasma convalescent à un prix majoré ont continué de progresser de 0,3 M€ en 2022 par rapport à 2021 (+76%).

➡ Le chiffre d'affaires des cessions de PSL thérapeutiques est en retard de 22,4 M€ (-3,5%) par rapport au budget 2022 : cessions de CGR -22,3 M€, concentrés de plaquettes -0,2 M€ et plasmas thérapeutiques +0,2 M€.

➡ Par rapport à l'atterrissage, le réalisé est inférieur de 3,0 M€ (-0,5%) : cessions de CGR -2,6 M€, concentrés de plaquettes +0,2 M€ et plasmas thérapeutiques -0,6 M€.

✓ **Activité d'immunohématologie érythrocytaire**

➡ Le chiffre d'affaires 2022 de l'immunohématologie s'élève à 93,7 M€, au même niveau que 2021. A noter la baisse en 2022 de la cotation des actes de RAI dépistage (35 B versus 36 B en 2021). La part des actes redondants annulés à fin décembre 2022 est de 9,6% pour les actes ABOD et RHK identique à celle de 2021. Le taux d'annulation d'actes redondants RAI est de 2,2% à fin décembre 2022 contre 1,9% à fin décembre 2021. A fin décembre 2022, les actes redondants annulés pour l'ensemble de l'IH ont représenté environ 301 149 actes (17,8 MB), soit un montant de 4 805 K€ (versus 4 618 K€ à fin décembre 2021).

➡ Le réalisé 2022 est supérieur de 1,6 M€ par rapport au budget 2022 soit +1,8 % (effet volume : +7,4 MB).

✓ **Plasma pour fractionnement**

➡ Le chiffre d'affaires relatif aux cessions de plasma pour fractionnement s'élève pour 2022 à 66,5 M€, en diminution de 3,7 M€ (-5,3%) par rapport à l'exercice précédent. Rappelons que le plasma d'aphérèse a bénéficié d'une augmentation tarifaire de 8,4 % au 1^{er} janvier 2022.

➡ Le budget 2022 prévoyait un chiffre d'affaires de 79,2 M€ soit un écart de -12,7 M€ par rapport au réalisé (-132 950 litres).

➡ Le réalisé 2022 est en retard de 2,7 M€ par rapport à l'atterrissage.

✓ **Autres produits finis**

Les autres produits finis sont constitués principalement des PSL non thérapeutiques et de la vente de réactifs.

➡ Le chiffre d'affaires relatif aux autres produits s'élève à 15,9 M€ en 2022, en augmentation de 16,4% (+2,2 M€) par rapport à l'exercice 2021 en lien principalement avec :

- La hausse des ventes de réactifs de 2,0 M€ (dont activité IH +0,6 M€ et activité monoclonaux +1,2 M€) ;
- La croissance des cessions de sérum à usage non thérapeutique de 0,5 M€ ;
- La baisse du chiffre d'affaires de plasma frais à usage non thérapeutique de 0,3 M€.

➡ Le chiffre d'affaires 2022 est supérieur de 2,5 M€ par rapport au budget 2022 : +1,7 M€ sur les réactifs (niveau important des cessions des monoclonaux non prévu dans le budget), +0,6 M€ sur les produits non thérapeutiques, +0,2 M€ sur la vente de consommables (en lien notamment avec le transfert des laboratoires LHIR au CHU de Besançon).

2.1.1.3 Le chiffre d'affaires relatif aux activités non transfusionnelles

Les activités non transfusionnelles s'élèvent à 85,9 M€ en 2022 et représentent 9,8% du chiffre d'affaires total de l'EFS. Elles sont en augmentation de 1,6% par rapport à l'exercice précédent et de 3,8% par rapport au budget 2022.

Elles regroupent principalement deux grands types d'activités :

- L'activité de biologie médicale hors immunohématologie érythrocytaire (44,6 M€),
- L'activité de prestations de services médicales (38,0 M€).

C.A. activités non transfusionnelles										
K€	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / ATT 2022		Δ RE 2022 / BU 2022		Δ RE 2022 / RE 2021	
					K€	%	K€	%	K€	%
Actes d'Hématologie	2 046	2 023	2 332	2 319	22	1,1%	-287	-12,3%	-273	-11,8%
Actes d'Immunologie	36	869	868	35	-833	-95,8%	-832	-95,8%	2	4,3%
Actes d'Histocompatibilité	39 503	39 734	37 530	38 065	-230	-0,6%	1 974	5,3%	1 438	3,8%
Autres actes	2 997	1 282	1 099	2 798	1 715	133,7%	1 898	172,7%	199	7,1%
Sous-Total Activités de biologie	44 582	43 908	41 829	43 217	674	1,5%	2 753	6,6%	1 365	3,2%
Activités de Soins	11 458	11 448	10 829	11 133	10	0,1%	629	5,8%	325	2,9%
Activités de Banque de tissus	6 215	6 194	6 574	6 085	21	0,3%	-360	-5,5%	129	2,1%
Activités de Thérapie cellulaire	14 778	14 277	14 111	14 700	502	3,5%	668	4,7%	79	0,5%
Activités de Biothèque	94	85	0	140	9	10,6%	94		-46	-33,0%
Autres	5 477	6 802	6 218	6 144	-1 325	-19,5%	-741	-11,9%	-667	-10,9%
Sous-Total Autres prest. de services médicales	38 022	38 806	37 731	38 202	-784	-2,0%	291	0,8%	-180	-0,5%
Total Prestations de services	82 604	82 714	79 560	81 419	-110	-0,1%	3 044	3,8%	1 185	1,5%
Autres produits des activités annexes	3 302	3 271	3 226	3 108	31	0,9%	76	2,3%	194	6,2%
Total Activités non transfusionnelles	85 906	85 985	82 786	84 527	-79	-0,1%	3 120	3,8%	1 379	1,6%

✓ Les activités de biologie

Il s'agit des examens de biologie hors immunohématologie qui regroupent les actes d'hématologie (dont la cytologie, l'hémostase et l'hémo-chimie), d'immunologie (dont la sérologie virale, bactérienne et parasitaire), d'histocompatibilité (dont les phénotypes HLA1, les recherches d'anticorps, les cross match et la gestion du fichier des donneurs de moelle ainsi que celle des receveurs).

➡ Le chiffre d'affaires 2022 des activités de biologie est en hausse de 1,4 M€ par rapport à l'année 2021 (+3,2%) en lien avec l'activité d'histocompatibilité (+1,4 M€) et notamment sur les greffes (+0,8 M€). A fin décembre 2022, les actes redondants annulés pour le HLA ont représenté 12 774 actes, soit un montant de 2 273 K€ (versus 2 336 K€ à fin décembre 2021).

➡ Par rapport au budget 2022, le chiffre d'affaires 2022 des activités de biologie est supérieur de 2,8 M€ (+6,6%).

✓ Les autres prestations de services médicales

Ces prestations regroupent les soins, les banques de tissus, la thérapie cellulaire, la biothèque donneurs et receveurs et d'autres prestations diverses.

➡ Le chiffre d'affaires relatif aux autres prestations de services médicales diminue de 0,2 M€ soit -0,5% par rapport à 2021. Cette évolution résulte principalement des effets suivants :

- L'activité de soins enregistre une hausse de 0,3 M€ (+2,9%) ;
- Les activités de banque de tissus augmentent de 0,1 M€ (+2,1%)
- L'activité MTI est en baisse de 0,6 M€.

➡ Par rapport au budget 2022, le chiffre d'affaires 2022 des autres prestations de services médicales est supérieur de 0,3 M€ (+0,8%).

✓ Les autres produits d'activités annexes

➡ Il s'agit de la facturation des formations de Campus EFS, de frais de ports et accessoires et de la refacturation des frais de locaux mis à disposition. Ils s'élèvent à 3,3 M€ en 2022, en hausse de 0,2 M€ par rapport à 2021 (+6,2 %) dont +0,1 M€ pour les formations.

➡ Le réalisé 2022 est en ligne avec le budget 2022.

¹ Human Leukocyte Antigen

2.1.1.4 Le chiffre d'affaires relatif aux ventes de marchandises

Le chiffre d'affaires relatif aux ventes de marchandises s'élève à 1,4 M€ en 2022, identique à celui de 2021 et conforme au budget 2022. Il est composé du plasma PLYO (0,1 M€), de ventes de tissus (0,7 M€) et de petits matériels divers (0,5 M€).

2.1.1.5 Les autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation (121,5 M€) sont en baisse en 2022 de 14,0 M€ par rapport au réel 2021 (-10,4%) et en augmentation de 2,4% soit +2,8 M€ par rapport au budget 2022.

Autres produits d'exploitation										
K€	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / ATT 2022		Δ RE 2022 / BU 2022		Δ RE 2022 / RE 2021	
Subvention d'exploitation	26 433	26 160	28 498	41 324	273	1,0%	-2 064	-7,2%	-14 890	-36,0%
Autres produits de gestion courante	7 567	2 335	1 272	4 436	5 232	224,1%	6 295	495,1%	3 131	70,6%
Reprises sur amortissements et provisions	76 021	72 677	72 394	82 417	3 345	4,6%	3 627	5,0%	-6 395	-7,8%
Transfert de charges d'exploitation	619	372	317	790	247	66,4%	301	94,9%	-171	-21,6%
Production immobilisée et variation de stocks	3 458	4 131	8 401	-3 811	-673	-16,3%	-4 943	-58,8%	7 269	190,7%
Produits de cessions d'éléments d'actif	7 362	6 653	7 755	10 345	709	10,7%	-393	-5,1%	-2 982	-28,8%
Total Autres produits d'exploitation	121 461	112 328	118 637	135 500	9 133	8,1%	2 824	2,4%	-14 039	-10,4%

Ils s'analysent de la façon suivante :

Subventions d'exploitation

Les subventions, à hauteur de 26,4 M€ en 2022, sont en diminution de 14,9 M€ par rapport à 2021 et en retrait de 2,1 M€ par rapport au budget 2022.

Par rapport au budget, la diminution de 2,1 M€ est essentiellement due à la reprise du financement du dispositif « 1 jeune 1 solution » pour 1,6 M€ ainsi qu'aux moindres versements de subvention de recherche/MTI par rapport à ce qui avait été programmé principalement en Ile de France (-0,5 M€), en Centre Pays de la Loire avec ABG (-0,9 M€) et avec cependant une hausse à noter en Bourgogne Franche Comté de +0,7 M€.

Par rapport au réel 2021, la diminution de 14,9 M€ est due à la baisse de la subvention de la CNAM (-10 M€) et du versement de la CNAM pour le CNRGS et l'INTS (-1,6 M€), ainsi que l'annulation de la subvention du financement de l'apprentissage « 1 jeune 1 solution » générant un écart net de -3,1 M€.

Les principales subventions versées en 2022 sont les suivantes :

- Une subvention de 20,0 M€ versée par la CNAM suite à l'évolution de la fiscalité sur la TVA ;
- Une subvention d'équilibre de 1,5 M€ versée par la CNAM pour la reprise des activités du CNRGS (1,35 M€) et du DEF de l'INTS (0,15 M€) ;
- Les subventions versées par l'Agence de Biomédecine (ABM) à hauteur de 2,6 M€, au titre du plan greffe dans le cadre de la constitution d'un fichier de donneurs de moelle osseuse (18 819 typages) ;
- Des subventions au titre de la recherche pour 2,9 M€ notamment pour l'activité de production de médicaments de thérapie innovante (MTI) et du projet Ecell qui bénéficie d'un financement de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) :
 - 1,3 M€ en Bourgogne Franche Comté (Mimédi, Ecell...) ;
 - 0,5 M€ en Ile de France (Maxibone, Mefisto...) ;
 - 0,4 M€ en Centre Pays de la Loire (Stellar, Génésis...) ;
 - 0,2 M€ en Auvergne Rhône Alpes (Ecell...) ;
 - 0,2 M€ en Bretagne (Ecell...) ;
 - 0,1 M€ en Grand Est (ANR...) ;
 - 0,1 M€ en Occitanie (Mecano...) ;
 - 0,1 M€ dans les autres régions ;
- Des subventions versées à l'ABG à hauteur de 0,05 M€ par l'INSERM ;

- Des subventions versées par d'autres organismes ainsi que des subventions de fonctionnement locales (CPAM, collectivités locales) pour 0,8 M€ ainsi que la reprise du financement de l'alternance « 1 jeune - 1 solution » pour -1,6 M€.

Autres produits de gestion courante

Les autres produits de gestion courante s'élèvent à 7,6 M€ en 2022, en augmentation de 3,1 M€ par rapport à 2021 et de 6,3 M€ par rapport au budget. Ils sont principalement constitués, en 2022, d'une créance liée à la mise en place d'une nouvelle méthodologie de calcul de prorata de TVA en attente de réponse de rescrit de 3,6 M€, mais aussi de divers produits de gestion sur des années antérieures et de produits liés aux brevets et licences déposés par l'EFS.

Reprises sur amortissements et provisions d'exploitation

Le montant des reprises s'élève à 76,0 M€, soit -6,4 M€ par rapport à l'exercice 2021 et +3,6 M€ par rapport au budget 2022. Ce poste s'analyse en liaison avec les dotations aux provisions notamment sur stocks et encours détaillées avec les charges d'exploitation.

Transferts de charges d'exploitation

Ce poste, d'un montant de 0,6 M€, est en diminution de 0,2 M€ par rapport à 2021 (remboursement de sinistre ABG et chambre froide en Centre Pays de la Loire en 2021) et en hausse de 0,3 M€ par rapport au budget 2022.

Variations de stocks et production immobilisée

Ce poste, à hauteur de 3,5 M€, augmente de 7,3 M€ par rapport à 2021 ; il est en retrait par rapport au budget 2022 (-4,9 M€).

La variation de stocks de 3,5 M€ est liée aux produits suivants :

- CGR pour 0,6 M€ ;
- Plasma sécurisé et en cours de sécurisation issu de sang total pour 0,9 M€ ;
- Plasma sécurisé et en cours de sécurisation issu d'aphérèse pour -0,3 M€ ;
- Unités de Sang Placentaire pour 0,7 M€ ;
- Plasma matière première pour le LFB pour 0,6 M€ ;
- PSL Non Thérapeutiques pour 0,5 M€ ;
- Réactifs pour 0,1 M€ ;
- Plaquettes pour 0,1 M€ ;
- Tissus pour 0,2 M€.

➡ Par rapport au réel 2021, l'écart de 7,3 M€ sur la production immobilisée et les variations de stocks est principalement lié aux variations suivantes :

- CGR pour 3,4 M€ ;
- Plasma sécurisé et en cours de sécurisation issu de sang total pour 1,6 M€ ;
- Plasma sécurisé et en cours de sécurisation issu d'aphérèse pour 0,2 M€ ;
- Plasma IA issu d'aphérèse pour 0,4 M€ ;
- Plasma IA issu de sang total pour 0,1 M€ ;
- Réactifs pour -0,2 M€ ;
- Plasma matière première pour le LFB pour 1,3 M€ ;
- Plaquettes pour 0,1 M€ ;
- Et divers, dont tissus et plaquettes autologues pour 0,3 M€.

➡ Par rapport au budget 2022, l'écart de -4,9 M€ sur la production immobilisée et les variations de stocks est principalement lié aux variations suivantes :

- CGR pour -5,3 M€ ;
- Plasma sécurisé et en cours de sécurisation et plasma IA pour 0,2 M€ ;

- Sang placentaire pour -0,1 M€ ;
- Réactifs pour -0,4 M€ ;
- Plasma matière première pour le LFB pour -0,4 M€ ;
- Tissus pour 0,4 M€ ;
- PSL Non Thérapeutiques pour 0,5 M€ ;
- Plaquettes pour 0,1 M€ ;
- Et divers pour 0,1 M€.

Produits de cessions d'éléments d'actifs

En 2022, les produits de cessions d'éléments d'actifs cédés sont de 7,4 M€, en diminution de 3,0 M€ par rapport au réel 2021. En 2022, la vente du site de Dampierre (Hauts de France Normandie) a pu être réalisée à hauteur de 3,8 M€ en novembre.

Rappelons que l'année 2021 était marquée par la cession immobilière du site d'Halluin pour 7,5 M€.

A noter également, la cession de Chartres Luisant en Centre Pays de la Loire pour 0,5 M€.

La diminution de 0,4 M€ par rapport au budget 2022 est liée d'une part, à la cession intégrée au budget 2022 et non réalisée du bâtiment de Saint-Laurent du Var en Provence Alpes Côte d'Azur Corse (4,6 M€), compensée en partie par la vente de Dampierre (Hauts de France Normandie) pour 3,8 M€ ainsi que la vente en Centre Pays de Loire du site de Chartres Luisant (0,5 M€).

Les autres produits sont essentiellement liés à des cessions d'immobilisations corporelles (automates, véhicules...) réalisées en 2022 dans les établissements régionaux.

2.1.2 Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation de l'exercice 2022 sont en hausse de 29,8 M€ (+3,0 %) par rapport au réel 2021 et de 5,5 M€ (+0,5 %) par rapport au budget 2022.

Charges d'exploitation										
K€	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / ATT 2022		Δ RE 2022 / BU 2022		Δ RE 2022 / RE 2021	
					K€	%	K€	%	K€	%
Achats d'approvisionnements consommés	202 221	206 728	213 781	210 738	-4 507	-2,2%	-11 559	-5,4%	-8 516	-4,0%
Services extérieurs	154 933	158 895	158 409	147 570	-3 962	-2,5%	-3 476	-2,2%	7 363	5,0%
Frais de personnel	544 130	538 992	538 596	526 199	5 137	1,0%	5 533	1,0%	17 931	3,4%
Dotations aux amortissements et provisions	122 617	113 511	111 411	110 940	9 107	8,0%	11 206	10,1%	11 677	10,5%
Autres charges	12 306	12 170	8 484	10 909	136	0	3 822	0	1 397	12,8%
Charges d'exploitation	1 036 207	1 030 296	1 030 681	1 006 356	5 911	0,6%	5 526	0,5%	29 851	3,0%

Une analyse de l'évolution des charges d'exploitation par nature de dépenses est présentée dans le tableau 07 « Structure des charges d'exploitation » (voir document : « EPRD – Exécution des recettes et des dépenses – Exercice 2022 »).

2.1.2.1 Les achats d'approvisionnements consommés

Une analyse de l'évolution des achats consommés par nature est présentée dans le tableau 08 « Structure des achats » (voir document : « EPRD – Exécution des recettes et des dépenses – Exercice 2022 »).

L'analyse réalisée ci-dessous est effectuée sur la base des consommations, c'est-à-dire des niveaux d'achats auxquels sont additionnées les variations de stocks.

Achats d'approvisionnements consommés										
K€	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / ATT 2022 K€	Δ RE 2022 / ATT 2022 %	Δ RE 2022 / BU 2022 K€	Δ RE 2022 / BU 2022 %	Δ RE 2022 / RE 2021 K€	Δ RE 2022 / RE 2021 %
Consommation de fournitures médicales	178 110	181 017	187 902	185 963	-2 907	-1,6%	-9 792	-5,2%	-7 853	-4,2%
dont Réactifs	67 072	68 157	69 677	72 648	-1 085	-1,6%	-2 605	-3,7%	-5 576	-7,7%
dont Poches	30 970	31 409	32 736	31 499	-439	-1,4%	-1 767	-5,4%	-529	-1,7%
dont Kits	46 930	46 861	50 366	48 069	68	0,1%	-3 436	-6,8%	-1 139	-2,4%
dont Filtres	64	152	136	74	-88	-57,8%	-72	-53,0%	-10	-13,5%
dont Autres fournitures médicales	33 075	34 438	34 987	33 673	-1 363	-4,0%	-1 912	-5,5%	-599	-1,8%
Autres produits pharmaceutiques	8 325	8 645	8 429	8 135	-319	-3,7%	-104	-1,2%	190	2,3%
Autres fourn. & petit mat. Trans.	21 636	22 125	22 344	21 181	-489	-2,2%	-708	-3,2%	455	2,1%
Fournitures d'hygiène et d'entretien	3 114	3 668	4 213	4 357	-555	-15,1%	-1 100	-26,1%	-1 243	-28,5%
Cons. Mat 1ère	39	-31	-11	23	70	226,6%	50	469,5%	16	68,5%
Consommation de fournitures non-médicales	22 902	24 478	24 547	23 492	-1 576	-6,4%	-1 645	-6,7%	-590	-2,5%
Fournitures informatiques et de bureau	3 499	3 714	4 006	3 558	-214	-5,8%	-506	-12,6%	-58	-1,6%
Alimentation	6 749	6 848	7 193	6 480	-100	-1,5%	-444	-6,2%	269	4,2%
Combustibles, eau et énergie	9 904	11 109	10 876	10 493	-1 205	-10,8%	-972	-8,9%	-588	-5,6%
Autres fournitures non-médicales	2 750	2 806	2 472	2 962	-57	-2,0%	278	11,2%	-213	-7,2%
Remises rabais ristournes	-119	-29	-22	-126	-91	-316,5%	-97	-441,6%	7	5,3%
Achats consommés de marchandises	1 290	1 294	1 364	1 386	-4	-0,3%	-74	-5,5%	-96	-6,9%
Achats d'approvisionnements consommés	202 221	206 728	213 761	210 738	-4 507	-2,2%	-11 559	-5,4%	-8 516	-4,0%

En synthèse, les achats d'approvisionnement (202,2 M€) sont en diminution de 11,6 M€ en 2022 par rapport au budget 2022 et se décomposent principalement de la manière suivante :

- **Des dépenses de kits en baisse de 3,4 M€** liées à une activité toujours en retrait sur les prélèvements d'aphérèses plasmatiques et aphérèses autres, ainsi qu'une diminution de la consommation de kits Tacs et IA en lien avec une production moins importante de MCPS ;
- **Des dépenses de poches en baisse de 1,8 M€** du fait de moindres prélèvements de sang total ;
- **Des dépenses de réactifs en diminution de 2,6 M€** dont -3,2 M€ d'effet quantités sur les activités de QBD ;
- **Des dépenses d'autres fournitures médicales de -1,9 M€** en lien avec le niveau d'activité en retrait par rapport au budget ainsi que la forte diminution des achats liés à la crise sanitaire ;
- **Des dépenses de fournitures non médicales en retrait de 1,6 M€** principalement sur l'alimentation donneur et l'électricité en lien respectivement avec la baisse de l'activité et les dispositifs mis en œuvre par le gouvernement sur l'énergie (plafond « ARENH » et « ARENH+ », taxe CSPE).

Par rapport à l'atterrissage 2022, les dépenses d'achats d'approvisionnements consommés sont en réduction de **4,5 M€** essentiellement sur :

- o Les consommations de réactifs pour -1,1 M€ principalement sur la QBD (effet volume) ;
- o Les autres fournitures médicales pour -1,4 M€ essentiellement en lien avec une consommation moindre de fournitures d'hygiène (masques et diverses solutions hydro alcooliques) avec la fin de la crise sanitaire ainsi que sur le petit matériel transfusionnel ;
- o Les fournitures non médicales pour -1,6 M€ dont -1,3 M€ sur l'électricité.

Par rapport au réel 2021, le réel 2022 est en retrait de **8,5 M€** dont **-5,6 M€** sur les réactifs principalement sur la QBD (-6,0 M€) avec les gains achats liés au déploiement des nouveaux marchés sur la sérologie et le DGV (effet prix sur les deux activités de -5,5 M€ en 2022).

🔍 Analyse versus réalisé 2021

La réduction de la consommation des fournitures médicales entre l'exercice 2021 et l'exercice 2022 s'élève à 8,5 M€ :

- **La part la plus importante est à imputer aux réactifs (-5,6 M€), et plus particulièrement aux activités de QBD (-6,0 M€) avec un effet prix favorable de 5,5 M€ grâce à des gains achats réalisés sur les activités de la qualification des dons en sérologie (-3,7 M€) et sur le DGV (-1,8 M€)**, ainsi qu'un effet volume de -0,7 M€ en lien avec la baisse de l'activité. Un effet volume de +0,4 M€ est constaté sur l'activité IH. Les dépenses de réactifs diminuent de 0,6 M€ sur les activités de LABM avec, sur le **HLA**, un effet volume de +1,9 M€ lié à la hausse de 3,4% du nombre de B contrebalancé par un **effet prix de -2,3 M€** en lien avec le déploiement de tarifs harmonisés.
- Les dépenses liées aux kits sont en baisse de 1,1 M€ en lien avec divers effets :

- Une baisse de 6,3% sur les prélèvements d'aphérèses plasmatiques entraînant une moindre consommation (-0,3 M€) ;
 - Une baisse d'activité de 7,5% sur les aphérèses combinées entraînant une diminution des consommations de 1,1 M€ dont un effet volume de -0,9 M€ ;
 - Une diminution de la consommation des kits Tacs pour -0,3 M€ ;
 - Une augmentation de la consommation des kits plaquettes IADS pour 1,2 M€ avec une baisse sur le kits intercept simple dose (-0,7 M€) ;
 - Une légère hausse des dépenses sur les activités associées principalement sur les soins (+0,1 M€).
- Les consommations de poches sont en baisse de 0,5 M€ essentiellement en lien avec la baisse de 1,4% sur l'activité de prélèvement ;
 - Le poste « autres fournitures médicales » affiche une diminution de 0,6 M€ essentiellement en lien avec la fin de la crise sanitaire et l'achat continu de masques et diverses solutions hydro alcooliques qui génère une baisse à hauteur de 1,2 M€. Les consommations d'autres produits pharmaceutiques et petits matériels transfusionnels augmentent de 0,6 M€ ;
 - Les postes de fournitures non médicales sont en diminution de 0,6 M€ : l'alimentation donneurs augmente de 0,3 M€ du fait de la hausse des prix sur ces achats. Le chauffage, le carburant et autres combustibles ont un coût qui est en hausse de 0,8 M€ essentiellement lié à l'inflation. Sur l'électricité, la réduction des dépenses s'élève à 1,5 M€ avec les dispositifs mis en place par le gouvernement.

Analyse versus Budget 2022

Le réel 2022 est en retrait de 11,6 M€ par rapport au budget.

Les évolutions détaillées des différents types de consommables sont les suivantes :

- Le poste « réactifs » (67,1 M€) est en retrait de 2,6 M€ par rapport au budget 2022 dont -2,8 M€ sur la qualification biologique des dons avec un effet volume de -3,2 M€ et un effet prix de 0,7 M€ ;
- Le poste « poches » (31,0 M€) affiche un recul des consommations de 1,8 M€ (-5,4%). Cette baisse est liée principalement à la diminution de l'activité de prélèvement de sang total (-5,2%) par rapport aux prévisions d'activité inscrites au budget 2022 entraînant une moindre consommation de poches.
- Le poste « kits » (47,0 M€) diminue de 3,4 M€ (-6,8%) principalement du fait :
 - Du fort retard sur les aphérèses plasmatiques (-32%) ainsi que sur les aphérèses autres (-5,3%) qui se traduit par une baisse des dépenses de 2,0 M€ ;
 - D'une moindre consommation de kits plaquettes IADS et Tacs en raison de la diminution de l'activité et du prix moyen pour -1,6 M€ ;
 - D'une légère hausse de la consommation des kits intercept plasma pour 0,2 M€.
- Le poste « autres fournitures médicales » (33,1 M€) affiche une diminution de 1,9 M€ par rapport au budget 2022 essentiellement en lien avec la fin de la crise sanitaire et l'arrêt d'achats de masques et diverses solutions hydro alcooliques (-1,2 M€) et -0,7 M€ sur les autres fournitures et petits matériels transfusionnels principalement sur le petit matériel de laboratoire de la QBD en lien avec les nouveaux marchés des Cobas (Sérologie et DGV).
- Le poste « fournitures non médicales » est en retrait de 1,6 M€ par rapport au budget 2022 dont -0,4 M€ sur l'alimentation en lien avec la diminution des prélèvements, -0,5 M€ sur les fournitures informatiques et de bureau. Les dépenses d'électricité sont en retrait de 1,7 M€ tandis que les charges liées au chauffage, carburant et autres combustibles augmentent de 0,7 M€.

2.1.2.2 Les services extérieurs

Une analyse de l'évolution des services extérieurs par nature est présentée dans le tableau 09 « Structure des charges externes » (voir document : « EPRD – Exécution des recettes et des dépenses – Exercice 2022 »).

Services Extérieurs										
K€	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / ATT 2022 K€	%	Δ RE 2022 / BU 2022 K€	%	Δ RE 2022 / RE 2021 K€	%
Sous-traitance générale	2 866	2 906	2 731	2 403	-39	-1,4%	136	5,0%	463	19,3%
Locations immobilières et mobilières	38 308	40 135	39 205	36 398	-1 827	-4,6%	-898	-2,3%	1 910	5,2%
Entretien et réparations	30 510	32 597	31 629	30 837	-2 088	-6,4%	-1 119	-3,5%	-327	-1,1%
Primes d'assurances	1 584	1 604	1 617	1 481	-20	-1,2%	-33	-2,1%	103	6,9%
Transports	19 607	19 704	18 654	18 706	-98	-0,5%	953	5,1%	901	4,8%
Déplacements, missions et réceptions	5 625	5 267	4 512	3 582	358	6,8%	1 113	24,7%	2 043	57,0%
Frais postaux et de télécommunications	7 634	7 895	7 474	7 626	-260	-3,3%	160	2,1%	8	0,1%
Autres charges externes	48 800	48 787	52 587	46 538	12	0,0%	-3 787	-7,2%	2 262	4,9%
Total Charges Externes	154 933	158 895	158 409	147 570	-3 962	-2,5%	-3 476	-2,2%	7 363	5,0%

Les charges de services extérieurs s'élèvent à 154,9 M€ en 2022. Elles sont en augmentation de 7,4 M€ (+5,0%) par rapport au réalisé 2021, et en retrait de 3,5 M€ (-2,2%) par rapport au budget 2022.

➡ Par rapport à 2021, les principaux écarts concernent :

- **La sous-traitance** (+0,5 M€) principalement sur des prestations de contrôle qualité sur la recherche et les MTI ;
- **Les locations immobilières** (25,8 M€) en augmentation de 0,9 M€ par rapport à 2021 (+3,5%). Les principales hausses sont sur l'établissement Provence Alpes Côte d'Azur Corse (+0,2 M€) suite au déménagement de l'IH sur le CHU de Nice Pasteur, l'installation sur l'hôpital d'Ajaccio et la location d'un départ collecte sur Saint Laurent du Var ; +0,1 M€ sur l'établissement Ile de France suite à la location de nouvelles surfaces pour agrandir le magasin sur le site d'Ivry et à des revalorisations de loyers ; +0,2 M€ sur l'établissement Auvergne Rhône Alpes en lien avec la nouvelle MDD de Lyon Part Dieu et des revalorisations de loyers ; +0,1 M€ sur l'établissement Hauts de France Normandie suite à des revalorisations de loyers et à l'ouverture de la MDD Valenciennes en cours d'année et +0,1 M€ sur l'établissement Grand Est principalement sur le loyer du site de Mulhouse ;
- **Les locations mobilières** (12,5 M€) en augmentation de 1,0 M€ (+9,1%) dont +0,5 M€ sur les logiciels de sécurisation SI en Actions Nationales et +0,4 M€ sur les locations d'équipements (automates IH notamment) sur les établissements régionaux ;
- **Les frais d'entretien et les réparations** en diminution de 0,3 M€ dont -0,8 M€ sur les maintenances des automates de QBD en lien avec le nouveau marché DGV partiellement compensés par une hausse sur l'entretien des bâtiments en Auvergne Rhône Alpes (+0,2 M€) et sur les maintenances de logiciels en Actions Nationales (+0,2 M€) ;
- **Les primes d'assurances** en augmentation de 0,1 M€ par rapport à 2021 ;
- **Les frais de transport** (19,6 M€) en augmentation de 0,9 M€ (+4,8%) sur les établissements régionaux avec principalement l'augmentation des taxes gasoil et une augmentation des courses urgentes dans un contexte de pénurie de PSL ;
- **Les frais de déplacements, missions et réceptions** en hausse de 2,0 M€ en lien avec l'inflation importante constatée sur les prestations hôtelières et une reprise des déplacements ;
- **Les frais postaux et de télécommunications** sont stables par rapport à 2021 : les hausses sur les liaisons informatiques en Actions Nationales (+0,2 M€) et la téléphonie (+0,2 M€) en lien avec

le déploiement de la TMC et du service AMI étant compensées par la diminution des affranchissements et frais de routage ;

- **Les autres charges** externes augmentent de 2,3 M€ dont +0,8 M€ sur les honoraires (honoraires juridiques, audit biennale de l'UPR, différents projets tels que Innovadon) et +1,4 M€ sur les prestations informatiques en Actions Nationales (+1,2 M€ sur le SI supports lié au lancement des projets SAP HANA et SAC Planning, et le SI production lié à la sortie du MIPIH et la sécurisation SI).

Les variations les plus marquées par rapport au budget 2022 sont enregistrées sur les postes suivants :

- +0,1 M€ **sur la sous-traitance** sur des prestations (notamment de Contrôle Qualité) sur la recherche et les MTI ;
- **Les locations immobilières** en baisse de 0,4 M€ (-1,5%) dont -0,3 M€ sur l'établissement Nouvelle Aquitaine du fait de la location d'algéco prévue au budget pour les travaux de l'IH de Pellegrin décalée sur 2023 ;
Ce poste est aussi en diminution de 0,5 M€ par rapport à l'atterrissage 2022 dont 0,4 M€ sur l'établissement Ile de France suite à une renégociation de la régularisation inscrite à l'atterrissage des loyers AP-HP sur la période 2019-2022 ;
- **Les locations mobilières** en diminution de 0,5 M€ (-3,8%), principalement sur les locations informatiques (liaisons TOIP sur les établissements régionaux) ;
Ce poste est en diminution de 1,3 M€ par rapport à l'atterrissage 2022 dont -1,1 M€ sur les locations informatiques en Actions Nationales (surestimation de l'atterrissage notamment en raison de retards projets sur Innovadon ou SAP HANA).
- **Les frais d'entretien et les réparations** sont en diminution de 1,1 M€ (-3,5%) par rapport au budget 2022 et de 2,1 M€ (-6,4%) par rapport à l'atterrissage 2022 sur les maintenances de logiciels en Actions Nationales (compensées par une augmentation des charges externes informatiques).
- **Les primes d'assurances** sont en ligne avec le budget ;
- **Les frais de transport** sont en augmentation de 1,0 M€ (+5,1%) sur les établissements régionaux principalement avec l'augmentation des taxes gasoil et une augmentation des courses urgentes dans un contexte de pénurie de PSL ;
- **Les frais de déplacements, missions et réceptions** sont en hausse de 1,1 M€ en lien avec l'inflation importante constatée sur les prestations hôtelières et une reprise plus forte que prévue des déplacements ;
- **Les frais postaux et de télécommunications** sont légèrement supérieurs au budget (+0,2 M€ soit +2,1%) en lien avec le déploiement de la TMC et du service AMI ;
- **Les autres charges externes** sont inférieures au budget de 3,8 M€ conformément à ce qui était indiqué dans l'atterrissage 2022 avec des économies réalisées sur les prestations diverses, les honoraires et les frais de nettoyage, compensées partiellement par l'augmentation de 1,0 M€ des charges d'information, de publication et relation en lien avec les campagnes d'urgence.

2.1.2.3 Les frais de personnel

Les frais de personnel rapportés au chiffre d'affaires représentent **62,3%** en 2022 contre **60,2%** en 2021. Cette hausse fait suite à la baisse du chiffre d'affaires alors que les dépenses de personnels connaissent une croissance par les effets combinés :

- De l'effet en année pleine des mesures salariales de septembre 2021,
- De l'attribution d'une prime exceptionnelle à l'été 2022,
- Ainsi que la mesure d'augmentation générale de 3,5% au 1^{er} novembre 2022.
- D'une croissance des effectifs en ETPA entre 2022 et 2021, tout en restant en deçà du niveau budgété.

Une analyse de l'évolution des frais de personnel par nature est présentée dans le tableau 10 « Structure des frais de personnel » (voir document : « EPRD – Exécution des recettes et des dépenses – Exercice 2022 »).

2.1.2.3.1 Evolution des effectifs

Les effectifs moyens annuels relatifs aux frais de personnel mentionnés ci-après sont au nombre de **8 570,8** équivalents temps plein annuels (ETPA) au titre de l'exercice 2022, contre :

- **8 501,8** ETPA sur l'exercice 2019
- **8 492,3** ETPA sur l'exercice 2020
- **8 535,5** ETPA sur l'exercice 2021
- **8 672,8** ETPA au titre du budget 2022, soit un écart de **-102 ETPA** (-1,2%) par rapport au budget prévu.

ETPA par contrat

ETP Moyens Annuels par contrat	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	△ RE 2022 - ATT 2022		△ RE 2022 - BU 2022		△ RE 2022 - RE 2021	
					En ETP	%	En ETP	%	En ETP	%
Contrat à durée indéterminée	7 562,6	7 581,5	7 778,2	7 498,7	-19,0	-0,2%	-215,7	-2,8%	63,9	0,9%
Contrat à durée déterminée	158,3	156,5	116,3	129,5	1,8	1,2%	42,0	36,1%	28,9	22,3%
Mise à disposition	241,0	244,3	256,7	274,7	-3,2	-1,3%	-15,7	-6,1%	-33,7	-12,3%
Intérim	608,9	595,5	521,6	632,6	13,4	2,2%	87,3	16,7%	-23,7	-3,8%
Total	8 570,8	8 577,8	8 672,8	8 535,5	-6,9	-0,1%	-102,0	-1,2%	35,3	0,4%

Concernant l'analyse d'écarts entre le réel 2022 et le budget 2022 :

Une forte sous-exécution du budget prévisionnel CDI/CDD est relevée (**-173,7 ETPA**). Elle est liée aux difficultés de recrutement de l'EFS et son turn-over important suite à des problématiques d'attractivité salariale de l'établissement. Cette difficulté a été présente sur les 10/12^{ème} de l'année pour toutes les catégories de personnel, et particulièrement prégnantes sur les fonctions médicales (médecin de prélèvement, biologistes) et paramédicales (surtout IDE). Des effets de territorialisation de ces difficultés ont également été relevés (Ile de France, Provence Alpes Côte d'Azur Corse, grandes métropoles et zones frontalières en lien avec un coût de la vie accrue).

La situation connaît une légère amélioration depuis novembre 2022 grâce à la mesure d'augmentation générale, mais elle reste très fragile sur les professionnels de santé, et fragile sur bon nombre d'autres fonctions (SI, chauffeurs...).

Elle est partiellement compensée par une sur-exécution des personnels intérimaires (**+87,3 ETPA**), visant à la fois à pallier aux problématiques de recrutement, mais surtout à assurer un renfort de personnels pour garantir la continuité d'activité mise en cause par de forts taux d'absentéisme (10,9% sur le personnel CDI sur le prélèvement par exemple).

Au regard du niveau d'absentéisme en 2022 (7,6% versus 6,9% en 2021 et 5,8% en 2019), il aurait été légitime que le niveau d'emploi soit supérieur au niveau budgété (Rappel : un effectif absent et son remplaçant sont tous deux comptabilisés).

ETPA par activité

ETP Moyens Annuels par activité	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	△ RE 2022 - ATT 2022	△ RE 2022 - BU 2022	△ RE 2022 - RE 2021			
1 - Activité transfusionnelle	6 165,2	6 164,0	6 218,4	6 118,3	1,2	0,0%	-53,2	-0,9%	46,9	0,8%
1.1 Prélèvements	2 888,8	2 887,8	2 915,6	2 858,3	1,0	0,0%	-26,8	-0,9%	30,5	1,1%
1.2 Qualification du don	235,1	235,6	248,8	242,5	-0,5	-0,2%	-13,7	-5,5%	-7,4	-3,1%
1.3 Production	483,2	482,7	488,8	478,5	0,4	0,1%	-5,6	-1,2%	4,6	1,0%
1.4 Contrôle qualité	170,6	172,5	170,4	167,0	-2,0	-1,1%	0,2	0,1%	3,5	2,1%
1.5 Distribution / IHR	2 285,1	2 281,7	2 285,3	2 274,1	3,4	0,1%	-0,2	0,0%	10,9	0,5%
1.6 Biothèque	23,0	23,2	24,6	21,7	-0,2	-0,9%	-1,6	-6,5%	1,3	6,1%
1.7 Négoce	0,2	0,2	0,1	0,2	0,0	-0,1%	0,0	34,3%	0,0	10,9%
1.8 Non Thérapeutiques	44,3	45,6	46,9	43,8	-1,2	-2,7%	-2,5	-5,4%	0,5	1,2%
1.9 CNRGS	35,0	34,7	38,0	32,1	0,3	0,8%	-3,0	-8,0%	2,8	8,8%
2 - Activité annexes et connexes	594,2	597,3	604,2	598,2	-3,1	-0,5%	-10,0	-1,7%	-4,1	-0,7%
2.1 LABM	271,8	270,6	272,8	274,6	1,3	0,5%	-1,0	-0,4%	-2,8	-1,0%
2.2 Soins	81,8	82,1	84,8	85,2	-0,2	-0,3%	-3,0	-3,5%	-3,3	-3,9%
2.3 Banque de tissus	44,0	45,1	45,2	44,6	-1,1	-2,4%	-1,1	-2,5%	-0,5	-1,2%
2.4 Thérapie cellulaire	105,2	105,5	105,7	100,4	-0,3	-0,3%	-0,5	-0,5%	4,8	4,8%
2.5 Production de réactifs et autres	71,8	74,3	74,0	72,4	-2,5	-3,4%	-2,2	-3,0%	-0,6	-0,8%
2.6 Formation enseignement	19,4	19,7	21,7	21,1	-0,3	-1,4%	-2,2	-10,4%	-1,7	-7,8%
3 - Recherche	163,7	164,4	164,2	155,2	-0,8	-0,5%	-0,5	-0,3%	8,5	5,5%
4 - Support	1 647,7	1 652,0	1 686,0	1 663,8	-4,2	-0,3%	-38,3	-2,3%	-16,1	-1,0%
Total des Activités	8 570,8	8 577,8	8 672,8	8 535,5	-6,9	-0,1%	-102,0	-1,2%	35,3	0,4%

Les variations des effectifs par activité entre le réel 2022 et le budget 2022 s'expliquent de la manière suivante :

- Activités transfusionnelles (-53,2 ETPA) : essentiellement sur le prélèvement (-26,8 ETPA) et la qualification biologique du don (-13,7 ETP) ;
- Activités annexes et connexes (-10 ETPA) : notamment en lien avec des fermetures de centre de soins ;
- Une quasi-stabilité des ETPA recherche (-0,5 ETPA) ;
- Activité support (-38,3 ETPA) avec des vacances importantes sur les profils cadres.

2.1.2.3.2 Evolution des frais de personnel

Les frais de personnel s'établissent pour l'année 2022 à **544,1 M€** en augmentation de **17,9 M€** (+3,4%) par rapport à la réalisation 2021 et constituent **52,5 %** des charges d'exploitation de l'établissement contre **52,3%** l'année précédente.

Evolution de la masse salariale par rubrique pour le Réel 2022

Charges de personnel	M €	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	△ RE 2022 - ATT 2022		△ RE 2022 - BU 2022		△ RE 2022 - RE 2021	
						K€	%	K€	%	K€	%
Rémunérations et autres charges du personnel		351,8	346,7	349,9	335,3	5,1	1,5%	1,9	0,5%	16,5	4,9%
Mses à disposition de personnel		19,3	18,9	19,3	22,7	0,4	2,2%	0,0	-0,2%	-3,4	-15,0%
Charges sociales et fiscales sur les rémunérations		138,8	140,4	140,0	134,8	-1,6	-1,2%	-1,1	-0,8%	4,0	3,0%
Produit résultant du CICE		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0		0,0	
Personnel intérimaire		36,5	34,9	31,7	35,8	1,6	4,6%	4,8	15,1%	0,7	1,8%
Transfert de charges de personnel		-2,3	-1,9	-2,3	-2,4	-0,4	21,5%	0,0	-1,7%	0,1	-3,7%
Total charges de personnel		544,1	539,0	538,6	526,2	5,1	1,0%	5,5	1,0%	17,9	3,4%

Les frais de personnels s'élèvent à **544,1 M€** sur l'exercice contre **538,6 M€** au regard du budget 2022, soit un dépassement de **5,5 M€**. La revalorisation du point intervenue en novembre explique notamment la moitié de cet écart. On notera ainsi les évolutions suivantes :

- Concernant la hausse de **0,8 M€** des rémunérations **chargées (sociales et fiscales)** :
 - **+ 3,3 M€** concernant la prime exceptionnelle versée sur le mois de juillet 2022 au titre du pouvoir d'achat ;
 - **+ 2,7 M€** chargés liés à la revalorisation de la valeur du point au 1^{er} novembre 2022 ;
 - **+ 1,3 M€** expliqués par un coût moyen au budget sous-estimé ;
 - **+ 1,3 M€** non prévus au budget sur les charges associées à l'abondement CPF (prévues et provisionnées dans nos charges d'exploitation) ;
 - **+ 0,9 M€** en lien avec la monétisation du transfert des jours de repos sur le PER collectif ;

- **+ 3,2 M€** expliqués par une augmentation des comptes de provision (notamment pour les indemnités de départ à la retraite et Pôle Emploi) ;
 - **+ 1,8 M€** liés aux éléments variables de paie (dont les heures supplémentaires) ;
 - **+ 0,8 M€** de dépassement sur les cotisations Pôle Emploi et transport ;
 - **+ 1,0 M€** en lien avec la hausse des indemnités de fin de contrat notamment engendrée par un recours plus important aux contrats CDD **(+42 ETPA)** ;
 - **- 10,0 M€** liés à un effet de structure avec une sous exécution des profils CDI et CDD suite aux difficultés de recrutement de l'établissement **(-173,7 ETP, coût chargé)** ;
 - **- 5,5 M€** suite au non versement de l'intéressement.
- La stabilité observée sur les mises à disposition **(0% par rapport au budget 2022)** masque la sous exécution de 15,7 ETP. Cela fait suite à la revalorisation des salaires du secteur public sur l'année 2022.
 - Le dépassement de **4,8 M€** sur le personnel intérimaire est expliqué par une hausse de **87,3 ETP** par rapport au budget. Cette hausse fait suite aux difficultés de recrutement de l'établissement sur la population CDI.

2.1.2.4 Les autres charges

Les autres charges de l'exercice 2022 s'élèvent à 12,3 M€, en hausse de 1,4 M€ par rapport à 2021 et de 3,8 M€ par rapport au budget 2022 :

AUTRES CHARGES										
K€	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / ATT 2022		Δ RE 2022 / BU 2022		Δ RE 2022 / RE 2021	
					K€	%	K€	%	K€	%
Impôts et taxes	4 958	4 840	4 886	5 290	118	2,4%	71	1,5%	-332	-6,3%
Créances irrécouvrables	271	215	87	311	56	25,9%	184	211,0%	-40	-12,9%
Subventions et contrib. versées aux 1/3	1 931	1 871	1 114	1 026	60	3,2%	817	73,3%	905	88,3%
Autres	5 146	5 244	2 396	4 283	-98	-1,9%	2 750	114,8%	864	20,2%
Total	12 306	12 170	8 484	10 909	136	1,1%	3 822	45,1%	1 397	12,8%

La variation des autres charges de l'exercice 2022 par rapport à l'exercice 2021 est principalement due au versement d'une subvention de 0,8 M€ au GCS d'Epinal suite à la reprise par ce dernier de l'activité IH et de l'ouverture d'un dépôt.

Par rapport au budget 2022, l'écart provient notamment de la comptabilisation des factures non parvenues (FNP) sur les exercices antérieurs non valorisée au budget.

2.1.2.5 Les dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions pour l'exercice 2022 s'analysent comme suit :

Dotations aux provisions										
K€	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / ATT 2022		Δ RE 2022 / BU 2022		Δ RE 2022 / RE 2021	
					K€	%	K€	%	K€	%
Amortissements des immobilisations	40 650	40 026	40 499	37 300	623	1,6%	151	0,4%	3 350	9,0%
Provisions sur stocks et en cours	70 402	68 231	69 583	68 981	2 171	3,2%	819	1,2%	1 421	2,1%
Provisions sur comptes clients et autres créances	88	0	0	335	88		88		-247	-73,7%
Provisions pour risques et charges de fonct	10 054	4 294	105	2 765	5 760	134,1%	9 949		7 288	263,6%
Provisions pour risques et charges	945	460	724	1 415	485	105,4%	220	30,4%	-470	-33,2%
Reprise sur provisions - Dépréciation immos corps incorps	277	0	0	145	277		277		133	91,7%
Provisions pour contentieux transfu SADC	202	500	500	0	-298	-59,6%	-298	-59,6%	202	
Total	122 617	113 511	111 411	110 940	9 107	8,0%	11 206	10,1%	11 677	10,5%

2.1.2.6 Les dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements sont conformes au budget 2022 et en augmentation de 3,4 M€ par rapport au réalisé 2021 (+9,0%) selon les principaux éléments suivants :

- Prélèvement Plasma (machines Aurora) +0,3 M€,
- Nouvelles machines DGV COBAS +0,5 M€,
- Automates IH +0,1 M€,
- Equipements du nouveau plateau de préparation en Bretagne +0,2 M€,
- Bâtiments +1,4 M€ (site de Baille en Provence Alpes Côte d'Azur, site de Seclin et MDD de Dunkerque en Hauts de France Normandie, nouveau plateau technique de Toulouse, MDD de Tours),
- Informatique +0,9 M€.

2.1.2.7 Les dotations aux provisions

Les dotations aux provisions en 2022 (82,0 M€) sont à analyser en liaison avec les reprises de provisions qui s'élèvent à 76,0 M€ :

Dotations et reprises sur provisions										
K€	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / ATT 2022		Δ RE 2022 / BU 2022		Δ RE 2022 / RE 2021	
					K€	%	K€	%	K€	%
Dotation	70 402	68 231	69 583	68 981	2 171	3,2%	819	1,2%	1 421	2,1%
Reprise	69 049	68 039	68 489	68 650	1 010	1,5%	560	0,8%	399	0,6%
Dotation nette - Stocks et Encours	1 353	192	1 093	330	1 161	605,4%	259	23,7%	1 023	309,7%
Dotation	88	0	0	335	88	357412,3%	88		-247	-73,7%
Reprise	56	73	3	267	-17	-22,8%	53	1753,0%	-211	-79,0%
Dotation nette - Clients - Autres créances	32	-73	-3	68	105	144,1%	35	1157,0%	-36	-52,8%
Dotation	10 054	4 294	105	2 765	5 760	134,1%	9 949	9474,8%	7 288	263,6%
Reprise	5 731	3 132	2 697	5 149	2 599	83,0%	3 034	112,5%	582	11,3%
Dotation nette - Risque et Charges de fonct	4 322	1 162	-2 592	-2 384	3 160	272,0%	6 915	266,7%	6 706	281,3%
Dotation	945	460	724	1 415	485	105,4%	220	30,4%	-470	-33,2%
Reprise	460	395	200	694	66	16,6%	260	130,2%	-234	-33,7%
Dotation nette - Risque prud'hommes	484	65	524	721	419	646,6%	-40	-7,7%	-237	-32,8%
Dotation	0	0	0	0	0		0		0	
Reprise	93	4	5	74	89	2134,0%	88	1885,6%	19	25,7%
Dotation nette - Risque pour dépréciation	-93	-4	-5	-74	-89	-2134,0%	-88	-1885,6%	-19	-25,7%
Dotation	202	500	500	0	-298	-59,6%	-298	-59,6%	202	
Reprise	501	1 000	1 000	7 491	-499	-49,9%	-499	-49,9%	-6 990	-93,3%
Dotation nette - Contentieux transfu SADC	-299	-500	-500	-7 491	201	40,3%	201	40,3%	7 192	96,0%
Dotation	277	0	0	145	277		277		133	91,7%
Reprise	131	34	0	91	97	286,2%	131		40	43,9%
Dotation nette - Immos corps incorps	146	-34	0	53	180	530,4%	146		93	173,2%
Dotation nette - Total	5 946	808	-1 482	-8 776	5 138	636,2%	7 428	501,2%	14 722	167,8%

- ➡ En 2022, la dotation nette s'élève à 5,9 M€, par rapport à une reprise nette 2021 de 8,8 M€ soit un alourdissement des charges de 14,7 M€ dont :
- Dotation nette sur les stocks et en-cours de 1,0 M€ dont 0,8 M€ sur le plasma et 0,3 M€ sur les tissus (provision pour rotation lente),
 - Dotation nette provisions pour risque et charges de fonctionnement de 6,7 M€ dont :
 - o Une provision pour risque de pénalités sur le contrat de ventes au LFB pour 2,6 M€ ;
 - o Une provision pour demandes d'indemnités d'imprévision sur les marchés publics pour 1,2 M€ ;
 - o Une provision pour risque sur créance de TVA en attente de réponse à rescrit pour 3,6 M€ (l'impact du passage de cette provision entre l'EBE et le REX est nul car cette provision vient annuler le passage d'un produit du même montant en autres produits de gestion courante) ;
 - o Une provision pour risque de reversement d'indu de TVA aux clients pour 1,1 M€ ;
 - o Une provision pour risque de redressement sur le CIR pour 0,75 M€ ;
 - o Une reprise de provision sur l'abondement CPF pour 1,7 M€.
 - Reprise en totalité en 2021 de la provision au titre des dossiers non judiciairisés pour 6,7 M€.
- ➡ Le budget 2022 prévoyait une reprise nette de 1,5 M€, soit une charge nette de 7,4 M€ par rapport au réel 2022 en lien avec les provisions pour risque et charges citées ci-dessus.

2.2 Analyse du résultat financier

Le résultat financier de l'EFS au 31 décembre 2022 se présente comme suit :

Résultat financier										
K€	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / ATT 2022		Δ RE 2022 / BU 2022		Δ RE 2022 / RE 2021	
					K€	%	K€	%	K€	%
Revenus des Valeurs Mobilières de Placement	2	0	0	5	2	8079,9%	2		-3	-57,0%
Reprises sur provisions et transferts de charges	176	177	0	1 519	-1	-0,8%	176		-1 343	-88,4%
Autres produits financiers	986	99	64	1 242	887	897,2%	921	1431,1%	-256	-20,6%
Produits Financiers	1 164	276	64	2 766	888	321,6%	1 099	1707,7%	-1 603	-57,9%
Charges d'intérêt	91	110	110	152	-19	-17,2%	-19	-17,2%	-60	-39,6%
Autres charges financières	689	95	130	2 105	594	625,2%	559	430,2%	-1 415	-67,2%
Charges Financières	781	205	240	2 256	575	279,9%	540	224,7%	-1 475	-65,4%
Résultat Financier	383	70	-176	510	312		559		-127	

Le résultat financier 2022 atteint 0,4 M€, en baisse de 0,1 M€ par rapport à 2021.

Les produits financiers s'élèvent à 1,2 M€ et sont constitués pour 1,1 M€ d'intérêts moratoires et des reprises de provisions toujours sur intérêts moratoires pour 0,2 M€.

Les charges financières atteignent 0,8 M€ dont 0,6 M€ de dotations aux provisions pour intérêts moratoires et 0,1 M€ de charges d'intérêts sur l'emprunt banque postale en cours.

2.3 Impôt sur les sociétés – Impôt forfaitaire annuel

Crédit d'Impôt Recherche (CIR)

L'EFS a fait le choix lors de sa création d'opter pour le dispositif fiscal du crédit d'impôt en faveur de la recherche. Le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) 2022 s'élève à 2,7 M€ en baisse de 0,3 M€ par rapport à 2021.

Impôt sur les Sociétés (IS)

L'EFS n'est pas soumis à l'IS au titre de 2022 en raison d'un résultat fiscal négatif.

Contrôle fiscal

Suite à un contrôle fiscal, l'EFS est redressé pour un montant de 1,8 M€ sur l'IS au titre de l'exercice 2019 et de 0,4 M€ sur le CIR 2018.

3 INVESTISSEMENTS

En 2022, les investissements s'élèvent à 51,0 M€ soit une sous consommation de 13,9 M€ (-21%) par rapport au budget 2022.

Pour rappel, le budget d'investissement 2022 s'élevait à 64,9 M€ soit une augmentation de 9,1 M€ par rapport au budget précédant. Cette augmentation permettait notamment de financer le retard pris sur les opérations immobilières (suite à la crise sanitaire et les différents confinements en 2020 et 2021) mais aussi de réinvestir massivement sur les matériels dont principalement les automates d'aphérèse en vue de la réalisation de l'ambition plasma et les lignes de DGV inscrites au plan pluriannuel de renouvellement.

Toutefois, la situation économique et financière de l'EFS a contraint l'établissement à resserrer ses dépenses d'investissements dès le second semestre 2022, afin de préserver ses ressources et stabiliser son niveau de trésorerie.

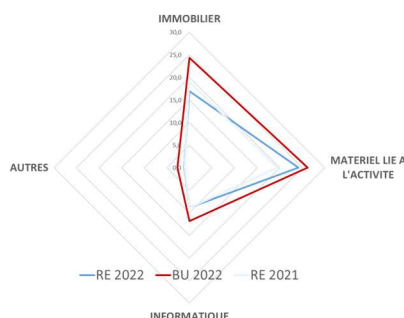
Ainsi, à partir de cette date, seuls les investissements sur les éléments essentiels à la continuité de service de l'établissement ont été maintenus.

Par rapport à l'atterrissage prévisionnel 2022, les investissements 2022 affichent une sous consommation de 3,3 M€ témoignant de l'application concrète de la stratégie de restriction des dépenses en fin d'année.

Le tableau ci-dessous présente les écarts du réalisé 2022 avec l'atterrissage 2022, le budget 2022 et le réel 2021 par type de projets au sein des quatre grandes natures d'investissements :

K€	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / ATT 2022		Δ RE 2022 / BU 2022		Δ RE 2022 / RE 2021	
					K€	%	K€	%	K€	%
Projets immobiliers nationaux	8 531	8 104	13 380	10 599	428	5%	-4 849	-36%	-2 067	-20%
Maisons du don	1 249	1 174	1 424	538	75	6%	-175	-12%	711	132%
Projets immobiliers régionaux	4 262	4 907	6 247	4 334	-644	-13%	-1 985	-32%	-72	-2%
Divers immobilier	2 858	2 958	3 217	3 479	-99	-3%	-359	-11%	-620	-18%
IMMOBILIER	16 901	17 142	24 268	18 950	-241	-1%	-7 367	-30%	-2 049	-11%
Matériel sur projets immobiliers	191	160	530	212	31	19%	-339	-64%	-21	-10%
Projets matériel identifiés	3 129	3 237	4 271	2 296	-108	-3%	-1 143	-27%	832	36%
PPR	15 993	16 214	16 059	11 279	-221	-1%	-66	0%	4 714	42%
Divers matériel	4 791	4 994	5 287	5 708	-203	-4%	-497	-9%	-917	-16%
MATÉRIEL LIÉ À L'ACTIVITÉ	24 103	24 605	26 148	19 495	-502	-2%	-2 044	-8%	4 608	24%
Informatique sur projets immobiliers	47	47	33	177	0	0%	14	42%	-130	-73%
Projets DSI Nationaux	5 433	7 105	8 257	5 193	-1 672	-24%	-2 824	-34%	240	5%
Projets DSI Régionaux	548	576	350	529	-28	-5%	198	56%	19	4%
Divers informatique	476	502	3 169	3 043	-26	-5%	-2 693	-85%	-2 567	-84%
PPR DSI	2 339	2 506	0	0	-167	-7%	2 339		2 339	
INFORMATIQUE	8 843	10 736	11 809	8 942	-1 894	-18%	-2 967	-25%	-100	-1%
Mobilier sur projets immobiliers nationaux	125	133	36	78	-8	-6%	90	252%	47	60%
Mobilier, Véhicules, Divers	855	1 472	2 195	812	-617	-42%	-1 340	-61%	43	5%
Divers Autres	202	239	434	183	-38	-16%	-232	-54%	18	10%
AUTRES	1 181	1 843	2 664	1 073	-662	-36%	-1 482	-56%	108	10%
TOTAL	51 028	54 326	64 889	48 460	-3 298	-6%	-13 861	-21%	2 568	5%

Investissements par nature en M€



3.1 Les investissements immobiliers

Les investissements immobiliers enregistrent un retard de 7,4 M€ par rapport au budget et sont en recul de -2,0 M€ par rapport au réalisé 2021. La moindre consommation des investissements immobiliers concerne en premier lieu les projets immobiliers nationaux (programmes supérieurs à 760 K€) en retrait de 4,9 M€ par rapport au budget puis les projets immobiliers régionaux avec une sous-consommation du budget à hauteur de 2,0 M€.

3.1.1 L'immobilier national

En 2022, l'immobilier national représente 17% des dépenses d'investissements contre 22% en 2021. Par rapport au budget, les réalisations 2022 affichent un retard de 4,8 M€ et un retrait de 2,1 M€ par rapport au réel 2021.

Parmi les projets nationaux en cours, on peut citer :

- **En Provence Alpes Côte d'Azur Corse**, le réaménagement complet du site de Baille a été retardé par des problématiques liées à la présence d'amiante puis en raison de la situation sanitaire; la livraison du chantier s'est faite cette année.
Les travaux de Nice Pasteur ont été retardés, des frais d'études ont été engagés pour 2022 et le début de réalisation des travaux est prévu pour 2023.
- **En Nouvelle Aquitaine**, la restructuration du site de Bordeaux se fait en plusieurs phases, à commencer par le sous-sol et dans la continuité les locaux de l'IH/DEL. Les travaux de réhabilitation du sous-sol du site de Bordeaux pour lesquels avaient été prévus un budget de 0,9 M€ en 2022, ont été retardés mais la phase d'étude a bien été engagée (0,7 M€). La finalisation de ces travaux est prévue en 2023 avec un budget alloué de 0,5 M€. Les travaux de restructuration de l'IH/DEL de Bordeaux ont accusé un retard en 2022, seule la phase d'étude a été engagée.
- **En Bourgogne Franche Comté**, les travaux pour le projet de restructuration du laboratoire de l'AICT à Besançon ont été engagés à hauteur de 1,4 M€ en 2022 et réceptionnés pour 1,2 M€.
- **En Bretagne**, les travaux sur le site de Rennes (plateau de préparation) se sont achevés en 2022, le montant engagé pour cette année s'élève à 1,5 M€ (avec un report de 0,2 M€). Le budget global alloué à cette opération est de 6,7 M€ en cumulé.
- **En Hauts-de-France Normandie**, les dépenses pour le projet de construction du monosite de Lille ont débuté en 2022 pour un montant de 1,0 M€. Les études se poursuivront en 2023 avec un début des travaux projeté début 2024. Les travaux sur le site d'Amiens menés par l'hôpital ont de nouveau pris du retard. Le montant budgété pour 2022 (1,0 M€) a été intégralement reporté sur 2023.
- **En Grand Est**, les études sur le projet de rénovation du site de Charleville-Mézières (partie maison du don) ont été finalisées en 2021. En 2022, un budget de 1,3 M€ était prévu pour financer une partie des travaux sur le site. La consommation s'établit finalement à 0,7 M€ en fin d'année.
- **En Centre Pays de Loire**, les travaux sur le site de Tours Bretonneau avaient pris du retard en 2021 mais ont été finalisés en 2022 avec une consommation du budget à hauteur de 1,0 M€ en 2022 portant ainsi le coût global du projet à 2,0 M€.
- **En Auvergne Rhône Alpes**, les travaux visant à l'agrandissement du site de qualification de Metz-Tessy afin d'implanter les nouveaux automates ont débuté en 2021 avec une poursuite du chantier en 2022. La consommation budgétaire s'établit à 1,6 M€ pour l'exercice. La fin de chantier est prévue pour 2023 avec un budget global de 3,1 M€.
- **A La Réunion**, le projet de relocalisation des activités de l'EFS à Saint-Denis a pris du retard. L'Hôpital souhaite construire un nouveau bâtiment et y louer un emplacement à l'EFS dont l'aménagement était initialement à la charge du CHU. A ce stade, les conditions proposées ne convenant plus en raison notamment de l'emplacement proposé au sein de l'hôpital jugé inadapté, l'EFS continue les discussions avec le CHU.

3.1.2 Les Maisons du Don (MDD)

Les travaux de la Maison du Don de Valenciennes ont été finalisés à l'été 2022. Les locaux ont été inaugurés en septembre. La consommation 2022 s'établit ainsi à 1,2 M€, très légèrement en dépassement par rapport au budget alloué.

3.1.3 Les projets immobiliers régionaux

En 2022, les projets immobiliers régionaux représentent un investissement de 4,3 M€ pour un budget de 6,2 M€. Il s'agit de projets de rénovation/restructuration, d'installation et d'aménagement spécifiques (GTC, groupes froid, chambres froides, etc..) dont le montant est compris entre 100 K€ et 762 K€.

Le niveau d'investissement 2022 est quasi-équivalent au niveau 2021 mais avec un pourcentage de réalisation budgétaire de 68% contre 91% l'an passé. Ce net recul est à mettre en relation avec la demande faite aux établissements en fin d'année de restreindre leurs investissements aux éléments essentiels à la continuité de service.

Les principaux projets immobiliers régionaux 2022 sont les suivants :

- **En Provence Alpes Côte d'Azur Corse**, le projet à Ajaccio a été réalisé en 2022 avec une dépense de 0,1 M€. Le déménagement est prévu pour février 2023.
- **En Bourgogne Franche Comté**, les travaux de la zone administrative de recherche à Besançon qui avaient pris du retard avec la crise sanitaire, se sont poursuivis en 2022 pour une consommation de 0,1 M€.
- **En Hauts-de-France Normandie**, les travaux d'aménagement pour l'installation des automates avec une consommation du budget de 0,3 M€ et les travaux de la GTC/GTB pour une dépense à hauteur de 0,2 M€ en 2022.
- **En Ile-de-France**, les travaux liés à la reprise du CNRGS ont été réalisés en 2022 pour un montant de 0,5 M€. Le réaménagement du site Rungis prévu pour un budget de 0,3 M€ a entraîné une dépense réelle de 0,2 M€.
- **En Grand Est**, les travaux liés à l'UPR de Reims ont débuté cette année avec une consommation du budget de 0,1 M€ et un report prévu de 0,1 M€ pour 2023.
- **En Occitanie**, la restructuration du site de Toulouse Purpan a débuté en 2022 pour un montant de 0,7 M€ avec un achèvement en 2023. Les travaux sur le site de Perpignan sont achevés à hauteur de 87% et un coût de 0,6 M€ en 2022.

3.1.4 Les enveloppes d'entretien et de rénovation

Sur la base d'un parc immobilier de 306 193 m² de surfaces utiles brutes, ces dépenses s'élèvent à 2,9 M€ en 2022 soit 9,34 €/m² (vs 11,4 €/m² en 2021 et 10,8 €/m² en 2020).

Ce ratio s'élève à 27,2 €/m² lorsqu'on additionne les projets identifiés régionaux aux enveloppes fongibles (à comparer aux 25,0 €/m² en 2021 et 18,4 €/m² de 2020).

3.2 Les investissements matériels

Les investissements matériels liés à l'activité s'élèvent à 24,1 M€ pour un budget initial de 26,1 M€ soit une consommation de 92%. 66% de ces dépenses sont réalisées au travers du PPR (plan pluriannuel de renouvellement du matériel), 13% sont réalisées sur des projets matériels identifiés et validés par le National. Les 20% restants correspondent à des investissements financés sur les enveloppes fongibles directement gérées par les ETS dans le cadre du renouvellement de l'appareil de production.

3.2.1 Investissements matériels sur projets immobiliers

Etant donné qu'un certain nombre de projets immobiliers nationaux sont en phase travaux, les investissements matériels associés ont été faibles en 2022 (0,2 M€ versus 0,5 M€ au budget) et n'interviendront que dans les prochaines années. Les principaux investissements réalisés sont relatifs aux projets détaillés ci-dessus.

3.2.2 Projets matériels identifiés

Les investissements matériels sur projets identifiés s'élèvent à 3,1 M€ pour un budget prévisionnel de 4,3 M€. Les principaux investissements réalisés sont les suivants :

- Le programme de sécurisation des chambres froides : 87% du budget a été consommé soit 0,6 M€ d'investissements réalisés pour un budget annuel de 0,7 M€ ;
- L'investissement dans les matériels de recherche : 1,2 M€ d'investissements soit 95% du budget consommé ;
- L'acquisition des automates Dodecad C CAD visant à faciliter le processus de préparation pour 0,7 M€. Dix établissements ont ainsi été équipés en 2022.
- L'acquisition de matériel dédiés à l'activité de production de réactifs (UPR) pour 0,2 M€.

3.2.3 Plan pluriannuel de renouvellement (PPR)

Les investissements matériels réalisés au titre du PPR s'élèvent à 16,0 M€ (soit +4,7 M€ par rapport au réalisé 2021 et au niveau du budget prévisionnel 2022).

Ils concernent principalement l'acquisition de :

- Séparateurs de prélèvements pour 5,2 M€ ;
- Chaînes DGV pour 5,2 M€ ;
- Automates de numération 1,8 M€ ;
- Irradiateurs pour 1,3 M€ ;
- Cytomètres pour 0,8 M€ ;
- Cuves pour 0,6 M€ ;
- Centrifugeuses de production pour 0,5 M€ ;
- Automates IH pour 0,3 M€.

3.2.4 Enveloppe fongible

Les investissements matériels fongibles gérés directement par les régions s'élèvent à 4,8 M€ en retrait de 0,5 M€ par rapport au budget 2022 et 0,9 M€ par rapport à l'exercice 2021.

3.3 Les investissements informatiques

En 2022, les investissements informatiques s'élèvent à 8,8 M€ dont 61% sont liés aux projets informatiques nationaux (5,4 M€). Le niveau de réalisation du budget d'investissement informatique est de 91% contre 92% en 2021.

Les principales dépenses au niveau national sont les suivantes :

- 0,8 M€ liés à la migration vers SAP HANA ;
- 0,5 M€ liés à la dette technique sur les lecteurs psions et les imprimantes ;
- 0,5 M€ liés au lancement du projet MTI (SAP QM) ;
- 0,8 M€ liés aux infrastructures informatiques ;
- 0,2 M€ liés à la sécurisation des systèmes d'informations ;
- 0,4 M€ liés aux achats de PC de collecte ;

- 0,8 M€ liés au programme Innovadon et au marketing donneurs ;
- 0,6 M€ liés aux évolutions de l'outil médico-technique ;
- 0,2 M€ liés à des évolutions du décisionnel.

En 2022, la mise en place d'un plan pluriannuel de renouvellement des matériels informatiques (PPR DSI) piloté par le national allouait aux établissements un budget de 3,1 M€ pour le remplacement principalement des postes informatiques, matériels réseau, imprimantes et smartphones. Ce budget a été consommé à hauteur de 76% pour 2,3 M€.

Les autres postes pour 0,6 M€ sont constitués des projets informatiques régionaux pour 0,5 M€ et les investissements informatiques reliés à des projets immobiliers pour 0,1 M€.

3.4 Les autres investissements

Les autres investissements représentent 1,2 M€ dont :

- 0,1 M€ liés à de l'acquisition de mobiliers sur des projets immobiliers ;
- 0,3 M€ pour l'acquisition de véhicules de prélèvement (0,2 M€ en AURA et 0,1 M€ en CPDL) ;
- 0,1 M€ d'investissements dans le cadre du projet national PAPRI Pact ;
- 0,4 M€ d'investissements liés aux projets HSE.

Toute nature confondue et en retraitant le budget PPR DSI (3,1 M€), les investissements réalisés au titre des enveloppes fongibles s'élèvent à 8,3 M€ soit -0,7 M€ par rapport au budget notifié.

Par rapport au réalisé 2021, la consommation du fongible hors informatique diminue de 1,5 M€ soit -16 %.

4 ANALYSE DES EQUILIBRES FINANCIERS

4.1 Variation du fonds de roulement

En 2022, la forte diminution des ressources face à un niveau d'emploi en légère augmentation entraine une variation du fond de roulement de -43,5 M€.

TABLEAU DE FINANCEMENT - EMPLOIS					TABLEAU DE FINANCEMENT - RESSOURCES				
en K€	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	en K€	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021
Augmentation d'éléments de l'actif brut immobilisé	52 953	54 326	64 889	49 905	Capacité d'autofinancement retraitée	4 778	-569	23 943	28 890
Acquisition d'immobilisations	52 953	54 326	64 889	49 905	Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé	5 849	4 354	5 637	8 257
Immobilisations incorporelles	4 060	5 000	7 000	3 044	Cessions d'immobilisations	5 849	4 354	5 637	8 257
Immobilisations corporelles	46 968	49 326	57 889	45 416	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations MAD	0	0	0	0	Immobilisations corporelles	4 667	4 354	5 637	8 011
Immobilisations financières	1 925	0	0	1 445	Immobilisations financières	1 182	0	0	246
Réduction des capitaux propres	0	0	0	0	Augmentation des capitaux propres:	348	0	23	295
Diminution de capital	0	0	0	0	Augmentation par dotations / apports	0	0	0	0
Diminution des autres capitaux propres	0	0	0	0	Augmentation des autres capitaux propres	0	0	0	0
Diminution des subventions d'investissement	0	0	0	0	Augmentation des subventions d'investissement	348	0	23	295
					Augmentation des subventions d'investissement MAD	0	0	0	0
Remboursement d'emprunt et dettes assimilées	1 500	1 500	1 500	1 500	Augmentation des emprunts et dettes assimilées	0	0	0	4
TOTAL DES EMPLOIS	54 453	55 826	66 389	51 405	TOTAL DES RESSOURCES	10 975	3 785	29 604	37 447
Variation du fonds de roulement (ressource nette)					Variation du fonds de roulement (emploi net)	43 478	52 041	36 785	13 958

4.1.1 Les ressources

En 2022, les ressources de l'EFS diminuent de 26,5 M€ et s'élèvent à 11,0 M€ contre 37,4 M€ en 2021.

Cette évolution s'explique par :

- La diminution de la capacité d'autofinancement de 24,1 M€ ;
- La baisse des cessions d'actifs de 2,4 M€ ;

4.1.1.1 Capacité d'autofinancement

Capacité d'Autofinancement							
K€	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / RE 2021		
					K€	%	
RESULTAT NET	-40 372	-35 599	-7 717	6 903	-47 275	-685%	
+ Dotations aux amortissements	40 650	40 026	40 113	37 299	3 350	9%	
+ DAP EXPLOITATION	95 139	84 222	81 071	84 144	10 995	13%	
+ DAP FINANCIERES	637	50	130	793	-156	-20%	
- RAP EXPLOITATION	85 570	83 117	82 400	91 613	-6 043	-7%	
- RAP FINANCIERES	176	177	0	1 519	-1 343	-88%	
+ PERTES SUR CREANCES LIEES A DES PARTICIPATIONS	0	0	0	1 300	-1 300	-100%	
+ DEFICIT/DEBETS ADMIS EN REMISE GRACIEUSE	0	0	0	246	-246	-100%	
+ RETRAITEMENTS INTEGRATION INTS	0			291	-291	-100%	
- QP Financement externe virée au résultat	1 624	1 131	1 166	1 241	384	31%	
- QP Subvention virée au résultat	1 072	966	953	1 093	-21	-2%	
- PCEA	4 667	4 556	5 637	8 011	-3 345	-42%	
+ VCEA	1 833	682	507	1 391	441	32%	
CAF COMPTABLE	4 778	-565	23 948	28 890	-24 112	-83%	

La capacité d'autofinancement dégagée au titre de l'exercice 2022 s'élève à 4,8 M€, en baisse par rapport à 2021 de 24,1 M€

La diminution du niveau de la CAF est à mettre en lien avec la diminution de l'EBE qui atteint -2,9 M€ en 2022 soit une baisse de 24,8 M€ par rapport à 2021.

Remarque : Suite au changement de plan de compte intervenu en juin 2020, les charges relatives au compte épargne temps des salariés ne constituent plus des dettes sociales mais une provision pour risques et charges. Afin de conserver une meilleure comparabilité entre exercices dans l'analyse du tableau de financement, il a été décidé de conserver ces charges dans les passifs circulants de l'entreprise. En parallèle, ces charges ont été réintégrées dans le calcul de la capacité d'autofinancement.

4.1.1.2 Cessions ou réductions d'actifs immobilisés

Les produits de cession des éléments d'actifs corporels s'élèvent à 4,7 M€ au 31 décembre 2022. Ils sont en diminution de 3,3 M€ par rapport à 2021. Ils correspondent principalement aux cessions immobilières pour 4,3 M€ comprenant la vente du site de Dampierre en région HFNO pour 3,8 M€ et du site de Luisant en CPDL pour 0,5 M€.

Les immobilisations financières correspondent essentiellement à des dépôts, prêts ou cautionnements donnés par l'EFS ainsi que la participation des employeurs à l'effort de construction dont l'EFS s'acquitte sous forme de prêts remboursables à 20 ans. Ainsi, en 2022, l'EFS a mobilisé des ressources à hauteur de 1,9 M€ à cet effet et perçu des remboursements pour 1,2 M€ en contrepartie.

4.1.1.3 Subventions d'investissements

Les subventions d'investissements s'élèvent à 0,3 M€ en 2022.

Elles correspondent principalement aux subventions du FEDER dans le cadre du projet Mimédi en BFCT pour 0,2 M€ et aux subventions de l'ANR dans le cadre du projet CAREFAB en OCPM pour 0,1 M€.

4.1.1.4 Emprunts

En 2022, l'établissement Français du Sang n'a pas mis en place de nouvel emprunt. Pour rappel, un emprunt de 15 M€ a été contractualisé en 2020 auprès de La banque Postale afin de financer une partie de ses investissements immobiliers. Le prêt a été mis en place en septembre 2020 pour une durée de 10 ans avec un taux d'intérêt annuel fixe de 0,72%.

4.1.2 Les emplois

Les emplois 2022 sont en hausse de 3,1 M€ par rapport à 2021 passant ainsi de 51,4 M€ à 54,5 M€.

4.1.2.1 Acquisition d'immobilisations

Le montant des acquisitions d'immobilisations s'élève à 53,0 M€ (+3,0 M€ par rapport à 2021 et -11,9 M€ par rapport au budget 2022). Elles se décomposent comme suit :

- Immobilisations incorporelles : 4,1 M€ (+1,0 M€ par rapport à 2021) ;
- Immobilisations corporelles : 47,0 M€ (+1,6 M€ par rapport à 2021) ;
- Immobilisations financières : 1,9 M€ (+0,5 M€ par rapport à 2021).

L'analyse des investissements est réalisée dans la partie « 3. Les investissements de l'exercice 2022 ».

4.1.2.2 Réduction des capitaux propres

Aucune réduction des capitaux propres n'est constatée en 2022.

4.1.2.3 Remboursements d'emprunts et dettes assimilées

Le remboursement de dettes effectué en 2022 est identique à celui de l'exercice précédent. En 2022, les remboursements pour 1,5 M€ sont constitués uniquement des échéances de l'emprunt Banque Postale de 15 M€.

Taux d'endettement				
En K€	RE 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / RE 2021	
			K€	%
Dettes financières MLT	11 780	13 280	-1 500	-11,3%
Capitaux propres	265 690	308 409	-42 720	-13,9%
Taux d'endettement	4,4%	4,3%		

Taux d'endettement				
En K€	RE 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / RE 2021	
			K€	%
Dettes financières MLT	11 780	13 280	-1 500	-11,3%
CAF comptable	4 778	28 890	-24 112	-83,5%
Taux d'endettement	246,5%	46,0%		

Le niveau d'endettement de l'EFS augmente légèrement entre 2021 et 2022 passant de 4,3% à 4,4% de ses capitaux propres au 31/12/2022.

4.1.3 Variation du besoin en fonds de roulement (« BFR »)

Au 31 décembre 2022, le besoin en fonds de roulement de l'EFS augmente de 1,1 M€ par rapport à l'exercice 2021 passant ainsi de 59,0 M€ à 60,0 M€.

Variation du BFR				
En K€	RE 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / RE 2021	
			K€	%
Actifs circulants	268 751	271 327	-2 576	-0,9%
Passifs circulants	208 727	212 376	-3 649	-1,7%
BESOIN EN FOND DE ROULEMENT	60 024	58 952	1 073	1,8%

Les actifs circulants (stocks + créances) sont à nouveau en baisse pour la 5ème année consécutive (-2,6 M€ en 2022, -22,6 M€ en 2021, -6,3 M€ en 2020, -14,1 M€ en 2019 et -23,4 M€ en 2018). Les passifs circulants sont en baisse de -3,6 M€ comparé à 2021.

Données financières			
En K€	RE 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / RE 2021
Actifs d'exploitation :	268 751	271 327	-2 576
Stocks et en-cours	68 952	65 902	3 051
Avances et acomptes versés sur commandes	163	192	-29
Créances clients	173 640	163 135	10 505
Créances sur des entités publiques (Etat, autres EP)	14 860	27 103	-12 243
Autres débiteurs	11 136	14 995	-3 860
Dettes d'exploitation :	208 727	212 376	-3 649
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0	0
Dettes Fournisseurs	114 531	118 702	-4 170
Dettes Fiscales et sociales	87 926	89 825	-1 899
Autres créditeurs	6 269	3 849	2 420
BFR	60 024	58 952	1 073

4.1.3.1 Actif circulant

En 2022, la baisse des actifs d'exploitation de 2,6 M€ est essentiellement liée à la hausse des créances clients (+10,5 M€) combinée à la hausse des stocks (+3,1 M) plus que compensée par la baisse des autres créances (-12,2 M€) et la mobilisation du CICE.

Stocks et en-cours

Entre 2021 et 2022, les stocks et en cours augmentent de 3,1 M€ dont 2,4 M€ sur les produits. Le ratio de rotation des stocks s'établit à 28,3 jours de chiffre d'affaires hors taxes en 2022. Il est en augmentation de 1,1 jours par rapport à 2021 du fait d'une augmentation relative plus importante des stocks (+5%) par rapport au chiffre d'affaires (+1%).

Délai de rotation des stocks			
En K€	RE 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / RE 2021
Matières premières approvisionnements	36 656	36 123	533
En cours de production de biens	6 604	4 937	1 667
Produits intermédiaires et finis	25 110	24 386	724
Marchandises	582	456	126
Stocks et encours	68 952	65 902	3 051
Chiffre d'affaires HT	877 381	871 190	6 191
En jours de CAHT	28,3	27,2	1,1

Créances clients

Entre 2021 et 2022, le ratio de rotation clients passe de 66,8 à 71,1 jours de chiffre d'affaires TTC. Cette dégradation est liée à l'augmentation des créances clients.

Délai de rotation des créances Clients			
En K€	RE 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / RE 2021
Chiffres d'affaires TTC	878 785	879 692	-908
Créances clients et créances rattachées	173 640	163 135	10 505
En jours de CA TTC	71,1	66,8	4,4

Délais d'encaissement et d'apurement de l'encours

Entre 2021 et 2022, le délai de règlement en métropole passe de 58 à 56 jours. Avec la baisse également du délai de règlement des clients dans les DOM (-30 jours) et spécifiquement dans la zone Antilles, le délai de paiement moyen pondéré global diminue de 2 jours.

Délai moyen	% CA	2022	2021	2020	2019
Hors DOM	97,0%	56	58	58	58
DOM	3,0%	160	190	240	125
Pondéré		60	62	64	60

Entre 2021 et 2022, le délai moyen d'apurement diminue de 1 jour pour atteindre 65 jours.

DSO moyen	% CA	2022	2021	2020	2019
Hors DOM	97,0%	63	64	65	64
DOM	3,0%	112	126	122	135
Pondéré		65	66	66	66

Créances sur des entités publiques

Entre 2021 et 2022, les créances sur les entités publiques et sociales diminuent de 12,2 M€ en lien principalement avec la mobilisation du CICE 2018 pour 10,8 M€.

4.1.3.2 Passif circulant

Les dettes d'exploitation diminuent de 3,6 M€ entre 2021 et 2022. Cette baisse se retrouve à la fois sur les dettes fournisseurs (-4,2 M€) et dans une moindre mesure sur les dettes fiscales et sociales (-1,9 M€).

Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs atteignent 114,5 M€ en 2022 soit une diminution de 4,2 M€ entre 2021 et 2022. Le ratio de rotation fournisseurs diminue de 2,6 jours entre les deux exercices en raison d'une baisse relative plus importante de la dette fournisseurs.

Délai de rotation des dettes Fournisseurs			
En K€	RE 2021	RE 2020	Δ RE 2021 / RE 2020
Achats, charges externes, MAD et investissements TTC	485 919	479 236	6 683
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	118 702	119 878	-1 177
En jours d'achat TTC	87,9	90,1	-2,1
Délai de rotation des dettes Fournisseurs			
En K€	RE 2022	RE 2021	Δ RE 2022 / RE 2021
Achats, charges externes, MAD et investissements TTC	483 253	485 919	-2 666
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	114 531	118 702	-4 170
En jours d'achat TTC	85,3	87,9	-2,6

Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales s'élèvent à 87,9 M€ contre 89,8 M€ en 2021 soit une diminution de 1,9 M€.

Remarque : suite au changement de plan de compte intervenu en 2020, les charges relatives au compte épargne temps des salariés ne constituent plus des dettes sociales mais une provision pour risques et charges. Afin de conserver une meilleure comparabilité entre exercices dans l'analyse du tableau de financement, il a été décidé de conserver ces charges dans les passifs circulants de l'entreprise. En parallèle, ces charges ont été réintégrées dans le calcul de la capacité d'autofinancement.

4.2 Variation nette de trésorerie

en K€	RE 2022	ATT 2022	BU 2022	RE 2021
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	-43 478	-52 041	-36 785	-13 958
VARIATION DU B.F.R.	1 073	-7 410	-16 654	-14 519
VARIATION DE TRESORERIE	-44 551	-44 631	-20 131	561
TRESORERIE NETTE	38 682	38 601	56 520	83 233
FONDS DE ROULEMENT	98 706	90 143	97 853	142 184
B.F.R.	60 024	51 542	41 333	58 952
SOLDE DE TRESORERIE	38 682	38 601	56 520	83 233

Le niveau de trésorerie au 31 décembre 2022 s'élève à 38,7 M€ soit -44,6 M€, sous l'effet de la diminution du fonds de roulement (-43,5 M€) et de la légère augmentation du besoin en fond de roulement (+1,1 M€).

